



REVUE INTERNATIONALE

— DE LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS —



Conseil de rédaction

Margit Kraker, Présidente de la Cour des comptes d'Autriche
Karen Hogan, Vérificatrice générale du Canada
Nejib Gtari, Premier Président de la Cour des comptes de Tunisie
Gene L. Dodaro, Contrôleur général des États-Unis
Elvis Amoroso, Contrôleur général du Venezuela

Président

Michael Hix (É.-U.)

Rédactrice en chef par intérim

Laurel Voloder (É.-U.)

Administration et fonctionnement

Peter Knopes (É.-U.)
Michael Huskey (É.-U.)

Collaborateurs à la rédaction

Secrétariat de l'AFROSAI
Secrétariat de l'ARABOSAI
Secrétariat de l'ASOSAI
Secrétariat de la CAROSAI
Secrétariat de l'EUROSAI
Secrétariat de l'OLACEFS
Secrétariat de la PASAI
Secrétariat général de l'INTOSAI
Bureau du vérificateur général du Canada
Cour des comptes de Tunisie
Bureau du contrôleur général du Venezuela
Bureau de reddition de comptes du gouvernement des États-Unis

La *Revue internationale de la vérification des comptes publics* est publiée tous les trimestres pour l'INTOSAI (Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques) en allemand, en anglais, en arabe, en espagnol et en français. La *Revue*, organe officiel de l'INTOSAI, vise à l'avancement des procédures et techniques d'audit dans le secteur public. Les opinions et les idées formulées n'engagent que les auteurs des textes et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de l'Organisation.

La rédaction invite les personnes intéressées à soumettre des articles, des rapports spéciaux ou des faits d'actualité à ses bureaux, aux soins du :

U.S. Government Accountability Office
441 G Street, NW, Room 7814
Washington, D.C. 20548
U.S.A.

Courriel : intosaijournal@gao.gov

La *Revue* sert de document pédagogique. La rédaction accorde donc la préférence aux articles traitant d'aspects pratiques de l'audit dans le secteur public. Il peut s'agir d'études de cas, de commentaires sur de nouvelles méthodes d'audit ou de descriptions de programmes de formation en audit. Les articles traitant surtout d'aspects théoriques ne conviennent pas. Les lignes directrices sur la présentation d'articles peuvent être consultées [ici](#).

La *Revue* est distribuée gratuitement en format électronique aux membres de l'INTOSAI et aux autres parties intéressées. Elle peut être consultée aussi en ligne : www.intosaijournal.org ou www.intosai.org. On peut aussi l'obtenir en s'adressant à la *Revue* à intosaijournal@gao.gov.

SOMMAIRE

- 4 | Éditorial
- 6 | Lettre du président de la *Revue*
- 7 | En bref
- 15 | Articles de fond
- L'AFROSAI-E soutient les efforts des ISC pour devenir des organisations sensibles au genre*
- Audit de l'égalité des sexes*
- L'IDI fait la promotion de l'égalité des genres auprès des ISC*
- 26 | Dans le cadre de l'INTOSAI
- 48 | Pleins feux sur le renforcement des capacités
- 50 | Les sciences et la technologie à l'honneur

THÈME : ÉGALITÉ DES SEXES

PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES EST TRIBUTAIRE D'UNE COLLABORATION CONTINUE ET D'UNE APPROCHE HOLISTIQUE



Marta Acosta, Auditrice générale du Costa Rica

Malgré les progrès réalisés dans de nombreux pays, des défis de taille persistent quant aux efforts déployés pour parvenir à une égalité réelle entre les femmes et les hommes. Selon le [Plan stratégique 2022-2025](#) de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), il y a eu d'importantes améliorations à l'échelle mondiale dans les domaines de l'éducation et de la santé, ainsi que dans les protections juridiques.

Cependant, ONU Femmes a déterminé d'autres domaines où les progrès se sont faits plus lents. Par exemple, moins des deux tiers des femmes âgées de 25 à 54 ans font partie de la population active dans le secteur structuré, contre 90 % des hommes; les femmes consacrent encore trois fois plus de temps au travail domestique non rémunéré que les hommes; et 30 % des jeunes femmes ne sont ni scolarisées ni employées. Bien que la participation politique des femmes ait augmenté, les femmes n'occupent en moyenne qu'un quart des postes parlementaires; 24 pays ont une femme chef d'État; et un cinquième des ministres gouvernementaux sont des femmes.

De plus, comme l'a souligné ONU Femmes, la pandémie de COVID-19 qui sévit encore a exacerbé les inégalités entre les sexes et anéanti une grande partie des progrès réalisés. On estime que 47 millions de femmes et de filles ont été poussées dans l'extrême pauvreté en 2021, et que 11 millions de filles ne retourneront peut-être jamais à l'école. Pendant la crise, le nombre de cas de violence contre les femmes a grimpé en flèche.

En assurant une surveillance indépendante, les institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) jouent un rôle clé pour affronter ces défis. C'est pourquoi les Nations Unies ont appelé les ISC à contribuer à la réalisation du

Programme 2030 et des objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles), un objectif essentiel en soi et qui recoupe tous les ODD.

Ce rôle se reflète dans le [Plan stratégique 2019-2023](#) de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), qui comprend la promotion et le soutien de l'égalité des sexes et de la diversité sous toutes leurs formes comme l'un de ses principes fondamentaux. Selon l'IDI, « [L]es ISC sont des organes de surveillance clés, qui peuvent jouer un rôle important dans la promotion de l'égalité entre hommes et femmes, à travers notamment leur activité d'audit et de publication de rapports sur la mise en œuvre de la législation, de la réglementation, des politiques nationales en matière d'égalité des sexes et des conventions internationales en la matière ».

L'Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Amérique latine et des Caraïbes (OLACEFS) a joué un rôle de premier plan dans la promotion de l'égalité entre les sexes, notamment en organisant des audits coordonnés sur ce sujet. Le premier audit de ce type, mené en 2014 et en 2015 avec la participation des ISC du Chili, du Costa Rica et de Porto Rico, a évalué la mesure dans laquelle leurs gouvernements avaient intégré une perspective de genre dans les stratégies, les programmes et les projets, en particulier ceux qui ont trait à l'éducation, à la santé et à l'emploi. L'ISC du Costa Rica a recommandé que les organismes gouvernementaux définissent et mettent en œuvre des mesures précises liées à l'égalité des sexes dans leurs processus internes et externes.

En 2018 et en 2019, 18 ISC de la région de l'OLACEFS ont participé à un deuxième audit coordonné, qui portait sur l'état de préparation des gouvernements par rapport à la réalisation de l'ODD 5. Dans le cadre de cette initiative, l'ISC du Costa Rica a cerné les forces et les faiblesses des mesures gouvernementales, notamment la planification et l'évaluation, mises en œuvre pour parvenir à l'égalité des sexes.

Dans le cadre de leurs efforts, les ISC doivent faire progresser l'égalité des sexes non seulement à l'externe, mais aussi dans leurs propres organisations. Ce principe est conforme à la [Déclaration et au Programme d'action de Beijing](#), qui demandent à tous les pays membres de l'ONU de s'attaquer aux obstacles structurels sous-jacents et aux pratiques discriminatoires qui entravent les progrès en matière d'égalité des sexes.

Dans le même ordre d'idées, l'ISC du Costa Rica a sa propre politique d'adoption de l'égalité des sexes depuis 2011. Cette politique, qui comprend des mesures précises de mise en œuvre, a permis à l'ISC de réaliser des progrès concrets.

Par exemple, l'ISC du Costa Rica a mis en œuvre une politique sur le harcèlement sexuel, créé une commission pour sensibiliser et éduquer les employés au sujet de l'égalité des sexes, amélioré l'équilibre entre le travail et la vie personnelle, particulièrement dans le contexte du travail à domicile, et appliqué un système de promotion fondé sur le mérite qui encourage l'accession des femmes aux postes de direction.

L'OLACEFS a également fait un grand pas en avant en approuvant une politique d'égalité des sexes et de non-discrimination lors de son assemblée générale de décembre 2021. Cette

politique établit la façon dont les ISC membres peuvent inclure une perspective de genre dans leur planification et leurs processus institutionnels. Elle décrit également des mesures précises porteuses de changement et détermine des occasions de développer une culture organisationnelle qui valorise l'égalité des sexes.

Ces initiatives ont donné des résultats prometteurs, mais il reste encore beaucoup à faire. Pour parvenir à l'égalité des sexes, les membres de la communauté de l'INTOSAI devront s'attaquer de front aux obstacles, collaborer continuellement les uns avec les autres et s'engager dans des efforts soutenus pour bâtir – en commençant chez soi, puis à l'extérieur – une société plus inclusive et équitable.

« Pour parvenir à l'égalité des sexes, les membres de la communauté de l'INTOSAI devront s'attaquer de front aux obstacles, collaborer continuellement les uns avec les autres et s'engager dans des efforts soutenus pour bâtir – en commençant chez soi, puis à l'extérieur – une société plus inclusive et équitable. »

LA REVUE ANNONCE LA MISE EN VALEUR DE LA DIVERSITÉ, DE L'ÉQUITÉ ET DE L'INCLUSION



« La mise en valeur de la diversité, de l'équité et de l'inclusion dans la Revue est conforme aux valeurs et aux principes exposés dans le Programme de développement durable des Nations Unies, dont sa promesse centrale de « ne laisser personne pour compte », et s'inscrit dans le cadre des nombreux efforts déployés de façon continue dans notre communauté. »

Bonjour et bonne année à la communauté de l'INTOSAI de la part de toute l'équipe de la *Revue internationale de la vérification des comptes publics (la Revue)*. Le conseil d'administration et le personnel de la Revue se réjouissent à l'idée de poursuivre leur mission de stimuler l'amélioration, la collaboration et l'information avec la communauté de l'INTOSAI en 2022 et au cours des prochaines années.

Je suis très heureux d'annoncer que le numéro d'hiver de la Revue marque l'adoption d'une approche davantage axée sur la diversité, l'équité et l'inclusion. À l'avenir, une section récurrente soulignera les efforts novateurs et productifs que la communauté de l'INTOSAI déploie pour démontrer l'importance d'un engagement ferme à l'égard de ces questions, tant au sein des ISC que dans la société en général.

La mise en valeur de la diversité, de l'équité et de l'inclusion dans la Revue est conforme aux valeurs et aux principes exposés dans le Programme de développement durable des Nations Unies, dont sa promesse centrale de « ne laisser personne pour compte », et s'inscrit dans le cadre des nombreux efforts déployés de façon continue dans notre communauté.

Les articles de fond du présent numéro de la Revue portent sur l'égalité des sexes et mettent en lumière une vaste gamme

d'expériences et de réflexions précieuses tirées des travaux menés par l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle anglophones (AFROSAI-E), la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation (FCAR) et l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI). Je remercie les auteurs de leur participation et j'invite tous les membres de l'INTOSAI à présenter eux aussi des articles liés à la diversité, à l'équité et à l'inclusion en vue des prochains numéros.

Je suis convaincu que le nouveau thème ciblé éclairera les efforts que les ISC mettront en œuvre pour s'assurer que leur personnel est apprécié, respecté et traité équitablement, tout en fournissant des exemples concrets de façons dont les auditeurs peuvent aborder la diversité, l'équité et l'inclusion dans leurs audits de programmes gouvernementaux.

En terminant, j'aimerais vous souhaiter à tous, à vos proches et à vos collègues, santé, sécurité et prospérité au cours de la nouvelle année.

Michael Hix

Directeur des relations internationales, GAO, et Président de la Revue internationale de la vérification des comptes publics

ÉCHOS DES ISC DU MONDE

Népal



LE BVG DU NÉPAL LANCE UN SYSTÈME DE GESTION DES AUDITS

Le Bureau du vérificateur général népalais (le Bureau) a lancé son système très attendu de gestion des audits du Népal, dans un effort de renforcer le Bureau. Le système est un logiciel qui simplifie le processus d'audit afin d'identifier les risques avec exactitude et de les atténuer, ce qui permet de faire des économies de temps, d'espace et d'argent. Ce nouveau système marque le début d'un régime d'audit numérique au Népal.

Le Bureau a publié une directive et a créé une unité pour gérer le système, qui tire profit de la technologie de l'information et des communications (TIC) et intègre les applications du gouvernement pour automatiser le cycle de vie d'audit. Le système soutient toutes les activités d'audit, notamment :

- la planification d'audit axée sur les risques au niveau fédéral, provincial et local;
- la migration de données de différents systèmes publics de TIC;
- l'accès en ligne à l'entité auditée;

- l'exécution d'audits, fondée sur des listes de contrôle et des modèles;
- un mécanisme de contrôle qualité d'audit et d'assurance en ligne;
- la transmission en ligne des rapports d'audit produits par le système;
- l'archivage des documents d'audit.

« Les auditeurs du secteur public devront suivre le rythme des nouvelles technologies, et doivent savoir comment auditer dans l'environnement numérique d'aujourd'hui », a déclaré M. Tankamani Sharma Dangal, l'honorable Auditeur général du Népal, à la cérémonie inaugurale du système.

« Le monde se numérise, et les auditeurs n'ont pas le choix d'adopter des pratiques d'audit fondées sur les logiciels. Lorsque les auditeurs possèdent le bon niveau d'expertise dans les nouvelles technologies, ils peuvent alors exécuter des audits de qualité supérieure. »

Lors de la cérémonie, M. Ramu Prasad Dotel, Sous-auditeur général, a souligné que l'adoption de technologies numériques permettrait d'améliorer la qualité de l'audit et la transparence, de raccourcir les cycles d'audit et de réduire les erreurs. « Cela fera évoluer le Bureau vers l'audit à distance », a-t-il ajouté.

Rwanda

ALEXIS KAMUHIRE NOMMÉ AUDITEUR GÉNÉRAL DU RWANDA

Alexis Kamuhire a été nommé Auditeur général du Rwanda le 13 octobre 2021. Il est entré en fonction au début du mois de novembre. Il apporte au poste une vaste expérience de la gestion des finances publiques.

En tant qu'auditeur interne principal, poste qu'il a occupé pendant sept ans au sein du ministère des Finances et de la Planification économique, M. Kamuhire a coordonné et surveillé la fonction d'audit interne dans l'ensemble des organismes publics. Son portefeuille comprenait des organismes centraux et locaux, des sociétés publiques, ainsi que des programmes et des projets publics.

Auparavant, M. Kamuhire occupait le poste de spécialiste de la gestion financière pour le projet de Système intégré d'information sur la gestion financière (IFMIS) au ministère des Finances et de la Planification économique, où il était responsable des stratégies de gestion du changement et du renforcement des capacités.

M. Kamuhire a déjà travaillé au Bureau de l'Auditeur général des finances de l'État (le Bureau), l'ISC du Rwanda. Il a commencé sa carrière au Bureau en 2003 et il a été promu au poste d'auditeur principal, qu'il a occupé jusqu'en 2007.

De plus, M. Kamuhire a été membre du Comité consultatif du Comité d'audit et de risque de la Communauté d'Afrique de l'Est de 2015 jusqu'au mois d'août 2021. Il est membre d'honneur (fellow) de l'Association of Chartered Certified Accountants (ACCA) et membre de l'Institute of Certified Public Accountants of Rwanda (ICPAR).

Le Bureau, qui est en activité depuis 1999, est devenu l'ISC du Rwanda en juin 2003, lorsque son mandat a été inscrit dans la Constitution du pays. L'ISC est investie d'une personnalité juridique et dispose d'une autonomie financière et administrative. M. Kamuhire est le quatrième Auditeur général du Bureau.





De gauche à droite : M. Yuji Morita, Président du Conseil d'audit, et M. Fumio Kishida, Premier Ministre du Japon
 Source : Site Web officiel du Premier Ministre du Japon et de son cabinet

LE CONSEIL D'AUDIT PUBLIE SON RAPPORT D'AUDIT DE L'EXERCICE 2020

M. Yuji Morita, Président du Conseil d'audit du Japon (le Conseil), a présenté son rapport d'audit annuel de l'exercice 2020 au Premier Ministre Fumio Kishida le 5 novembre 2021. Le Cabinet a ensuite déposé le rapport à la Diète (le parlement bicaméral du Japon), ainsi que les comptes définitifs des dépenses et des recettes de l'État.

Le rapport contient les résultats de 210 audits du Conseil réalisés d'octobre 2020 à septembre 2021 sur les comptes définitifs des dépenses et des recettes pour l'exercice 2020 des institutions d'État et organismes affiliés au gouvernement. Le Conseil a détecté des « montants inappropriés » totalisant près de 1,95 milliard de dollars américains. (Pour obtenir une définition des « montants inappropriés » : www.jbaudit.go.jp/english/.)

Le Conseil mène des audits agiles et flexibles de manière continue, et répond aux questions en temps opportun et de façon appropriée. Dans le rapport de l'exercice 2020, le Conseil a soulevé des questions dans plusieurs domaines, notamment :

- les charges liées aux mesures pour lutter contre la COVID-19;
- la protection de la sécurité et du bien-être des citoyens;
- la sécurité sociale;
- la technologie de l'information;
- l'effet des activités de projet;
- les actifs, les fonds et les stocks;
- l'exécution du budget et la gestion des comptes publics de façon appropriée.

En tout temps pendant l'année (même avant le rapport d'audit annuel), le Conseil peut faire rapport à la Diète et au Cabinet sur des questions à sa discrétion, conformément à la Loi sur le Conseil d'audit. En 2021, le Conseil a publié deux rapports spéciaux qu'il a soumis à la Diète et au Cabinet avant la publication du rapport d'audit annuel de l'exercice 2020. De la même façon, selon la Loi sur la Diète, le Conseil peut procéder à des audits sur des questions particulières à la demande de la Diète et rendre compte des résultats. Le Conseil a présenté cinq rapports de ce type à la Diète en 2021.

Pour renseignements : liaison@jbaudit.go.jp.

Pérou

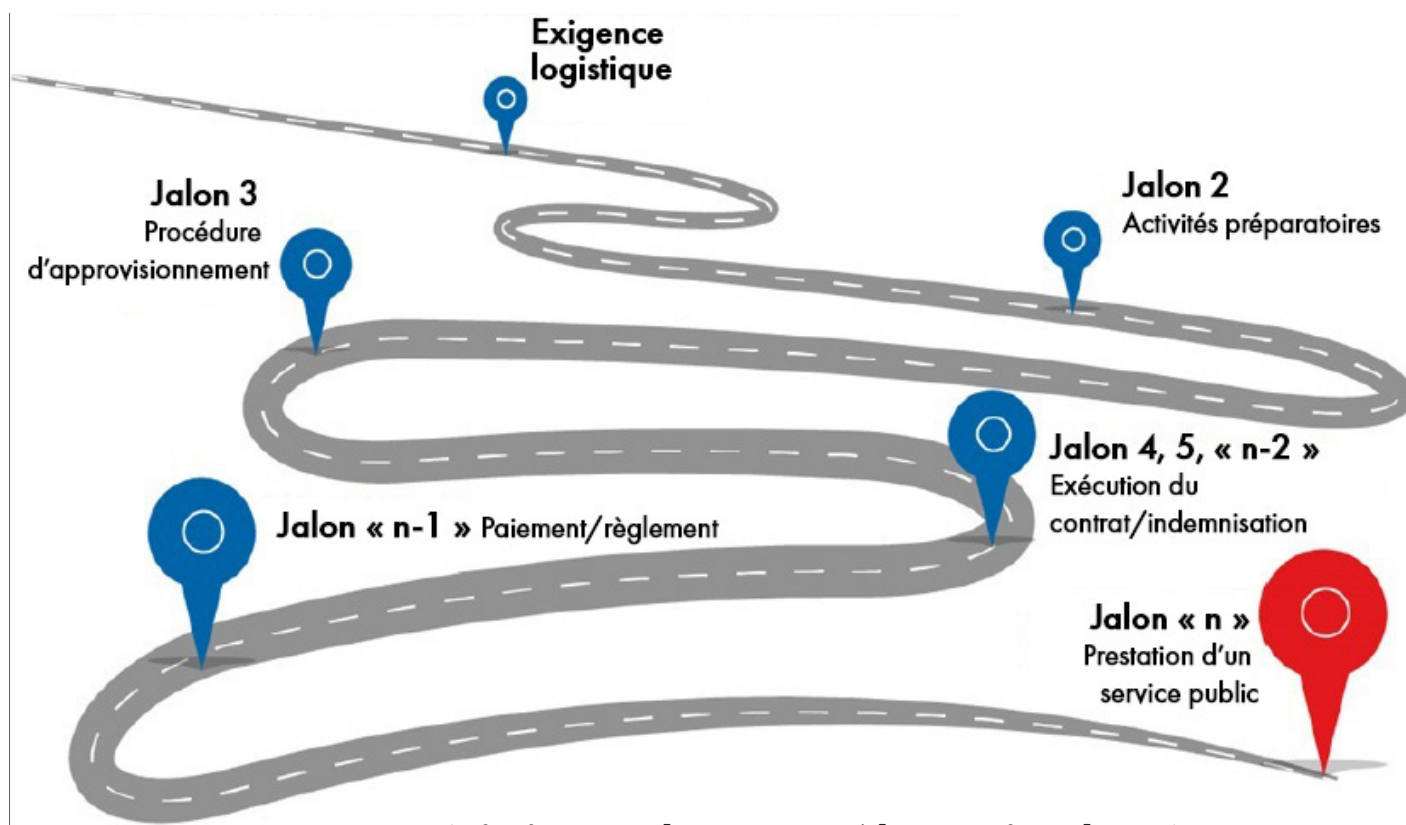
L'ISC DU PÉROU ÉLARGIT LE CONTRÔLE EN SIMULTANÉ

L'ISC du Pérou élargit le contrôle en simultané à tous les processus d'approvisionnement en biens, de prestation de services et d'exécution de travaux publics supérieurs à 10 millions de soles (environ 2,45 millions de dollars américains), conformément à une nouvelle loi adoptée par le Congrès de la République. Grâce à une surveillance multidisciplinaire en temps réel, le contrôle en simultané permet aux ISC d'identifier et de communiquer

en peu de temps les risques et les situations défavorables aux entités publiques pour qu'elles puissent prendre des mesures correctives rapidement.

L'ISC du Pérou avait déjà réalisé des contrôles en simultané pour des chantiers de reconstruction avec rénovations (pour les infrastructures endommagées par le phénomène côtier El Niño en 2016 et en 2017), des mégaprojets et le processus d'immunisation contre la COVID-19. L'ISC a alors constaté la grande efficacité de cette approche.

Contrôle en simultané de l'acquisition de biens et de services par l'État



Caractéristiques d'un contrôle en simultané

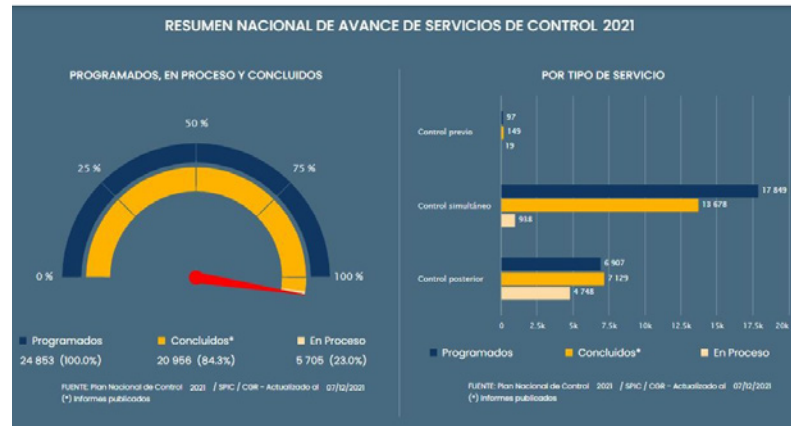
- 1 Multidisciplinaire :** Il accroît la capacité de détecter des situations défavorables en recourant à une équipe multidisciplinaire possédant de l'expertise dans divers domaines de travail ou secteurs de service.
- 2 Opportun :** Il a lieu en même temps ou de façon rapprochée au moment où les activités visées par le contrôle surviennent.
- 3 Rapide :** Il est exécuté dans de courts délais, ce qui fournit une réactivité maximale pour l'atteinte des objectifs.
- 4 Préventif :** Il permet à l'entité d'apporter des correctifs, afin d'assurer la continuité et l'atteinte des objectifs.
- 5 Synchrone :** La mise en œuvre du contrôle en simultané et la publication des résultats s'effectuent selon un processus continu.

Selon une étude dirigée par l'ISC du Pérou, le contrôle en simultané aide à réduire les coûts des travaux publics. En outre, pour chaque sol investi dans le contrôle en simultané des travaux publics, l'État économise six soles, soit un taux de rendement de 500 %.

LANCEMENT DU COMPTEUR DE VITESSE DU CONTRÔLE

Dans le cadre de sa politique de transparence et de reddition de comptes, l'ISC du Pérou a lancé la page d'accueil Velocímetro del control (« compteur de vitesse du contrôle »), qui permet aux citoyens de suivre la progression des services de contrôle de l'ISC à l'échelle du pays, des régions et des districts. De plus, les utilisateurs peuvent chercher des informations sur les types de contrôles effectués par l'ISC, les secteurs économiques dans lesquels l'ISC intervient et d'autres données pertinentes.

Par exemple, les membres du public peuvent apprendre qu'en date du 7 décembre 2021, l'ISC du Pérou avait réalisé 20 956 activités de contrôle (79 % des contrôles prévus pour l'année), tandis que 5 705 autres étaient en cours. Le contrôle ex post de l'ISC a permis de détecter que 4 291 responsables et fonctionnaires avaient possiblement une responsabilité criminelle, civile ou administrative.



Cette page d'accueil s'ajoute à la page de recherche d'un rapport de contrôle de l'ISC du Pérou, où sont publiés les rapports intégraux de l'ISC, et à l'outil de suivi de la transparence et du contrôle des mesures liées à la COVID-19, qui fournit des données statistiques sur l'utilisation des ressources publiques affectées aux entités publiques ainsi que la stratégie de contrôle de l'ISC. Tous ces renseignements sont présentés dans un format visuel et convivial.

De plus amples renseignements se trouvent sur le [site Web de l'ISC du Pérou](#) et sur la [page d'accueil du compteur de vitesse du contrôle](#).

Philippines

RECONDUCTION DU MANDAT DE LA DIRIGEANTE DE L'ISC AU IPSASB



M^{me} Luzvi P. Chatto, Commissaire adjointe de la Commission d'audit (la Commission) et dirigeante du Secteur de l'administration de l'ISC des Philippines, a été reconduite en tant que membre de l'International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB) pour la période de 2022 à 2024.

Sous les auspices de l'International Federation of

Accountants (IFAC), l'IPSASB s'emploie à renforcer la gestion des finances publiques dans le monde par l'élaboration et le maintien des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) en comptabilité d'engagement et d'autres directives sur la présentation d'information financière de qualité supérieure qui sont utilisées par les gouvernements et d'autres entités du secteur public.

M^{me} Chatto a dirigé le Secteur de reddition de comptes publics de la Commission qui effectuait l'évaluation continue de l'applicabilité des normes IPSAS nouvelles et actualisées, et en assurait la mise en œuvre dans le secteur public philippin. Elle est aussi membre du Groupe de travail technique sur le projet de paiements et de reçus électroniques de l'administration publique, dans le cadre duquel elle examine les politiques sur les paiements et les recouvrements électroniques du gouvernement. Elle a supervisé la conception, la mise en œuvre et l'amélioration de systèmes informatiques de comptabilité et d'information financière, de budgétisation et d'audit qui peuvent être utilisés par des organismes publics.

L'IPSASB a annoncé que, pour la première fois dans son histoire, son Conseil sera composé majoritairement de femmes, soit dix femmes et huit hommes, à partir du 1^{er} janvier 2022. La diversité géographique de l'IPSASB augmentera aussi, grâce aux nouveaux membres de la Chine et de l'Arabie saoudite.

ÉVALUATION DE L'AVANT-PROJET DE BUDGET 2022 : TENDANCES ET RISQUES

Pendant la pandémie de COVID-19, le Bureau national d'audit (le Bureau) de Lituanie a continué d'exécuter efficacement les trois fonctions qui lui ont été déléguées : audit externe, institution budgétaire et audit des investissements de l'Union européenne. Une des tâches essentielles du Bureau était l'évaluation de l'avant-projet de budget 2022.

Pour cette mission, le Bureau avait comme objectif de projeter le solde global du gouvernement et les tendances relatives au passif, ainsi que d'analyser les facteurs de risque liés au régime de retraite et l'incidence des changements climatiques sur la viabilité budgétaire. L'évaluation du Bureau a révélé les difficultés que les finances publiques du pays pourraient subir à long terme.

Aucune source de recettes durable pour les dépenses à long terme

La pandémie a occasionné des dépenses importantes imprévues et à court terme dans le secteur public. En réponse, l'Union européenne a temporairement assoupli l'application des règles de discipline budgétaire entre 2020 et 2022 et a invoqué la clause dérogatoire générale du Pacte de stabilité et de croissance, qui permet aux États membres de déroger aux règles budgétaires. Cette clause établit aussi la condition suivante : pour les mesures créant une charge permanente qui ne sont pas liées à la COVID-19, les États membres doivent les financer de manière permanente afin de garantir la neutralité budgétaire à moyen terme.

Lors de l'examen des indicateurs financiers de la Lituanie pour 2022, le Bureau a constaté que les dépenses publiques temporaires liées à la COVID-19 semblent avoir été remplacées par un nombre croissant de dépenses à long terme pour lesquelles il n'y a aucune source viable de recettes. Ces dépenses à long terme s'établissaient à 1 % en moyenne du produit intérieur brut (PIB) annuellement sur la période de 2017 à 2021. Avant la pandémie, ces dépenses étaient financées par

des recettes cycliques intenable, découlant d'une croissance de l'économie qui dépassait celle du PIB potentiel de la Lituanie.

Certains indicateurs macroéconomiques réels, comme une pénurie de main-d'œuvre accrue dans les secteurs de l'industrie, du commerce, des services et de la construction, une utilisation élevée record de la capacité de production industrielle et l'accélération de l'inflation sous-jacente, montrent que l'économie surpasse son potentiel et continuera probablement de le faire.

En tant qu'institution budgétaire, le Bureau a observé qu'en raison des mesures liées à la COVID-19, l'économie du pays connaît sa plus grande relance budgétaire depuis 2007. Toutefois, si l'on exclut l'incidence de ces mesures, la politique budgétaire de la Lituanie tend vers la procyclicité. Cela crée des risques de tensions inflationnistes encore plus élevées et de surchauffe de l'économie.

Risques démographiques liés au régime de retraite

Dans le cadre de son évaluation de l'avant-projet de budget, le Bureau a analysé les risques liés à la pérennité des régimes de retraite. Le Bureau a constaté qu'à long terme, le vieillissement de la population lituanienne, accompagné d'une baisse projetée du nombre de personnes occupées et d'une hausse du nombre de personnes à l'âge de la retraite, posera des défis pour les finances publiques.

Le Bureau a utilisé les projections [EUROPOP2019](#) (scénario de référence) pour cette analyse. Selon les projections, la diminution de l'âge de la retraite d'ici à 2026 permet de réduire les risques. Néanmoins, comme une grande partie de la population sera âgée de 50 à 64 ans, à long terme, les défis seront amplifiés proportionnellement à l'augmentation de la dette sociale au titre des prestations de retraite.

Inversement, la population en âge de travailler a diminué au cours des vingt dernières années, mais l'emploi a légèrement évolué en raison de l'augmentation du taux d'activité. Selon le scénario favorable des projections EUROPOP2019, qui prend comme hypothèse une migration nette nulle, on prévoit une baisse du nombre de personnes occupées. De plus, à mesure

que la société vieillit, sa productivité diminue, ce qui se répercute sur les indicateurs budgétaires.

Une autre tendance pertinente : les hommes en âge de travailler en Lituanie ont subi la plus grande perte d'espérance de vie totale. Cela pourrait aussi nuire au financement possible du régime de retraite et poser des difficultés pour les indicateurs financiers globaux du pays.

Tous ces facteurs sociodémographiques témoignent du besoin de disposer de sources de recettes durables. Lorsqu'on adopte des changements pouvant influencer sur la pérennité du régime de retraite, il importe de tenir compte des enjeux démographiques et des prévisions des recettes et des dépenses globales de l'État à long terme.

Gestion des risques liés aux changements climatiques

Dans un avenir proche, les finances publiques subiront non seulement les pressions d'une population vieillissante,

mais aussi les effets des changements climatiques, qui peuvent causer des dommages importants, tant sociaux qu'économiques. L'adaptation aux changements climatiques et la lutte contre leurs répercussions nécessiteront la mobilisation de ressources publiques.

Même si l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a déclaré que les conséquences des changements climatiques ne sont pas assez définies pour en tenir compte dans les évaluations de la viabilité budgétaire, il est cependant possible d'identifier les risques les plus urgents. Ces risques comprennent la hausse des dépenses publiques pour combattre les phénomènes météorologiques extrêmes, qui peuvent endommager l'infrastructure et avoir des répercussions sur l'activité économique. Les coûts peuvent aussi augmenter en raison de la nécessité d'adapter les infrastructures pour qu'elles soient plus conviviales. Une transition réussie vers une économie à zéro émission réduirait les risques budgétaires à long terme.

Azerbaïdjan

ECOSAI-nin İDARƏ HEYƏTİNİN 25-ci TOPLANTISI
VƏ ECOSAI-nin TƏLİM KOMİTƏSİNİN 20-ci TOPLANTISI
25^e réunion du Comité directeur de l'ECOSAI
et 20^e réunion du Comité de formation de l'ECOSAI



L'ISC DE L'AZERBAÏDJAN ACCUEILLE LES RÉUNIONS DU COMITÉ DIRECTEUR ET DU COMITÉ DE FORMATION DE L'ECOSAI

La Chambre des comptes de la République d'Azerbaïdjan a accueilli la 25^e réunion du Comité directeur et la 20^e réunion du Comité de formation de l'Organisation de coopération économique des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ECOSAI) le 6 décembre 2021, à Bakou.

La Chambre est membre de l'ECOSAI — un forum régional d'ISC de l'Asie du Sud et de l'Asie centrale — depuis septembre 2002 et a été plusieurs fois membre du Comité directeur et du Comité d'audit.

Lors de la réunion du Comité de formation, l'ISC du Pakistan, qui représente le Secrétariat de l'ECOSAI, a présenté le rapport du Comité de formation. Les participants ont également discuté de questions liées à la publication du bulletin de l'ECOSAI, aux protocoles d'entente signés entre les ISC membres et aux activités de formation.

Lors de la réunion du Comité directeur, les participants ont discuté du rendement annuel de l'ECOSAI, du rapport de la 20^e réunion du Comité de formation de l'ECOSAI et de façons de renforcer davantage les activités de l'organisation.

L'ISC D'ÉGYPTE PARTICIPE À DIVERSES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

L'ISC d'Égypte assiste à des activités du COMESA

L'Autorité centrale d'audit d'Égypte, l'ISC du pays, a participé virtuellement à la 42^e réunion du Conseil des ministres du Marché commun de l'Afrique australe et orientale (COMESA), le 9 novembre 2021. L'ISC de Madagascar a présidé la réunion, l'ISC d'Égypte a assumé la vice-présidence et l'ISC de l'Ouganda a assumé le rôle de rapporteur. La réunion a été suivie, le 23 novembre, par le 21^e Sommet du COMESA, dont le thème était : « Édifions notre résilience par une intégration économique numérique stratégique ». Au cours du Sommet, la République arabe d'Égypte a assumé la présidence du COMESA.

L'ISC d'Égypte accueillera le XXV^e INCOSAI

À la fin de la 75^e réunion du Comité directeur de l'INTOSAI le 23 novembre 2021, le Comité directeur a approuvé la nomination de l'ISC d'Égypte par l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (AFROSAI) en vue d'accueillir le XXV^e Congrès de l'INTOSAI (INCOSAI) en 2025. S.E. M. Hesham Badawy, Président de l'ISC d'Égypte et président du Groupe de travail pour la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux (WGFACML) de l'INTOSAI, a participé à la réunion, accompagné d'une délégation dirigée par S.E. M. Mohamed Al-Faisal Yousef, vice-président de l'ISC d'Égypte.

L'ISC d'Égypte tient une formation sur la qualité d'audit

Du 6 au 9 décembre 2021, l'ISC d'Égypte a tenu une formation virtuelle sur le contrôle qualité des travaux d'audit, en collaboration avec le Comité des normes professionnelles et d'audit de l'Organisation arabe des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ARABOSAI). La formation comprenait des exposés magistraux par des experts de l'ISC, des études de cas, des exercices pratiques et des occasions pour les ISC d'échanger leurs expériences.

L'ISC d'Égypte accueillera la 14^e réunion de la KSC

Le Secrétariat du WGFACML de l'INTOSAI, dirigé par l'ISC d'Égypte, a participé à la 13^e réunion du Comité de pilotage de la Commission de partage et de gestion des connaissances (KSC), tenue virtuellement par l'ISC de l'Inde le 16 septembre 2021. L'ISC d'Égypte accueillera la 14^e réunion de la KSC en 2022.

L'ISC d'Égypte participe à une réunion de l'Union africaine

S.E. M. Hesham Badawy a participé à la réunion virtuelle de planification et de stratégie du Conseil des auditeurs externes de l'Union africaine (UA) le 18 novembre 2021. Lors de la réunion

présidée par l'ISC du Nigeria, les participants ont adopté une stratégie d'audit financier pour l'exercice 2021. L'ISC d'Égypte a été choisie pour participer à la mission d'audit financier de l'exercice 2021 de l'UA et de ses institutions : l'Agence de développement de l'UA (Afrique du Sud), la Commission de l'UA (Éthiopie) et le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (Royaume du Lesotho).

L'ISC de l'Égypte participe à un atelier sur les examens nationaux volontaires

L'ISC de l'Égypte a participé virtuellement au 5^e atelier régional sur les examens nationaux volontaires dans la région arabe, organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) des Nations Unies en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies et la Ligue des États arabes, les 20 et 21 octobre 2021. Cet atelier s'est déroulé conformément au protocole d'entente signé entre l'ARABOSAI et la CESAO. L'atelier a souligné l'importance du rôle des ISC dans le processus d'examen national volontaire, et dans l'audit de la mise en œuvre des engagements formulés dans les rapports présentés au Forum politique de haut niveau sur le développement durable des Nations Unies.

L'ISC d'Égypte participe à des activités anticorruption

S.E. M. Hesham Badawy, accompagné d'une délégation de l'ISC d'Égypte, a participé à la 9^e Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) du 13 au 17 décembre 2021, à Charm-el-Cheikh (Égypte). La conférence a été précédée, le 12 décembre, par un symposium sur le rôle des ISC dans la prévention de la corruption et la lutte anticorruption et la voie à suivre, organisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

L'ISC d'Égypte participe à la 38^e Conférence sur les NICP

L'ISC d'Égypte a participé virtuellement à la 38^e Conférence du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (NICP), organisé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) du 9 au 12 novembre 2021. La discussion a porté sur les sujets suivants : les principaux indicateurs pour la présentation de l'information sur les contributions à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et la communication d'information financière relative aux changements climatiques dans les rapports d'audit.



L'AFROSAI-E SOUTIEN LES EFFORTS DES ISC POUR DEVENIR DES ORGANISATIONS SENSIBLES AU GENRE

Marianna van Niekerk, gestionnaire — RH, Développement de l'organisation et du leadership, AFROSAI-E

En 2020, l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques anglophones (AFROSAI-E) s'est lancée dans une aventure visant à soutenir les ISC de la région dans leurs efforts pour renforcer l'égalité des genres. L'initiative avait deux objectifs principaux : aider les ISC à devenir des organisations sensibles au genre et renforcer la capacité des ISC à réaliser des audits qui contribuent à l'égalité des genres.

Vidéo sur l'égalité des genres

La première étape de l'initiative a été la création d'une [vidéo](#) [non disponible en français] pour présenter aux ISC des informations et des ressources utiles sur l'égalité des genres. Selon l'objectif de développement durable 5 (ODD 5) des Nations Unies (*Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles*), « l'égalité des sexes n'est pas seulement un droit fondamental de la personne, elle est aussi un fondement nécessaire pour l'instauration d'un monde pacifique, prospère et durable ».

Toutefois l'[indice de l'égalité des genres en Afrique 2019](#) a révélé un écart global entre les genres de 51,4 % au sein de la région (0 % étant une inégalité totale et 100 % étant une égalité parfaite entre les femmes et les hommes). La vidéo montre des

façons dont les ISC membres de l'AFROSAI-E peuvent réduire cet écart entre les genres en devenant des organisations sensibles au genre.

La vidéo explique que les ISC soucieuses de l'égalité entre les genres offrent des occasions, des avantages et des résultats égaux aux femmes et aux hommes. Pour atteindre cet objectif, les ISC doivent avoir :

- une vision, des valeurs, une stratégie et un mandat qui intègrent une perspective sexospécifique;
- des infrastructures, des ressources, des politiques, des règlements et des procédures qui favorisent l'égalité des genres;
- des gestionnaires qui assument la responsabilité de l'égalité des genres;
- une culture organisationnelle offrant une tribune pour que les femmes et les hommes puissent faire valoir leurs points de vue;
- des politiques et des processus de ressources humaines qui définissent l'égalité des genres.

Réussir à assurer la diversité et l'inclusion des genres peut avoir de nombreux effets positifs pour les ISC. En effet, cela peut les aider à :

- attirer davantage de femmes qualifiées et compétentes, ainsi que de jeunes employés à la recherche d'employeurs sensibles aux questions sexospécifiques;

- maintenir les femmes en poste avec plus de succès;
- rehausser la réputation de l'organisation et gagner la confiance des partenaires et des bailleurs de fonds;
- renforcer la pensée créative des équipes;
- améliorer le bien-être du personnel et la culture organisationnelle.

La vidéo présente aux ISC des étapes précises et des éléments constitutifs qui peuvent les aider à devenir plus sensibles au genre. Il s'agit notamment d'intégrer l'égalité des genres dans les politiques et les processus de ressources humaines qui suivent le cycle de vie des employés, notamment le recrutement, les avantages sociaux, la rémunération, l'évaluation du rendement et les marques de reconnaissance, la formation et le perfectionnement professionnel, ainsi que la progression de carrière.

Évaluation de l'égalité entre les sexes

La deuxième étape de cette initiative a été la réalisation d'une évaluation de l'égalité entre les sexes au sein des ISC membres de l'AFROSAI-E. Cette évaluation, menée en août 2021, a permis d'examiner la volonté politique, la culture organisationnelle, l'engagement des dirigeants, la sensibilisation du personnel et l'état de préparation des ISC, ainsi que la mesure dans laquelle les ISC ont intégré l'égalité des genres dans les politiques de ressources humaines et recueillent des statistiques selon le genre à tous les niveaux du personnel. Dix-huit des 26 ISC de la région ont pris part à l'exercice.

L'évaluation a révélé que, dans l'ensemble, les hommes représentaient 66 % et les femmes 34 % du personnel des ISC ayant participé à l'exercice. Les plus grands défis auxquels ces ISC ont été confrontés pour devenir plus sensibles au genre ont été les stratégies organisationnelles qui ne définissaient pas d'objectifs en matière d'égalité des genres, ainsi que l'insuffisance des ressources techniques, financières et humaines requises pour mettre en œuvre une stratégie sur l'égalité des genres.

L'évaluation ainsi que le [sondage sur le cadre de renforcement de la capacité institutionnelle de l'AFROSAI-E de 2020](#) [non disponible en français] ont également examiné dans quelle mesure les ISC avaient élaboré et mis en œuvre une politique sur l'égalité des genres. Seules cinq ISC avaient mis en œuvre une telle politique à leur entière satisfaction. Huit ISC avaient élaboré une politique à ce sujet, mais croyaient que des améliorations s'imposaient, et 13 ISC n'avaient pas de politique.



Marianna van Niekerk et Joshua Asimwe (gestionnaire de l'audit de performance, AFROSAI-E) animent l'atelier de l'AFROSAI-E sur l'égalité des genres

Atelier sur l'égalité des genres

La troisième étape de l'initiative a été l'organisation d'un atelier en ligne sur l'égalité des genres. Cet atelier, tenu le 21 septembre 2021, a attiré plus de 130 participants des régions de l'AFROSAI-E, de l'ARABOSAI et de l'OLACEFS. Lors de l'atelier, un groupe remarquable d'experts en matière de genre et d'agents de programme de la région de l'AFROSAI-E, de l'IDI et de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation (FCAR) ont examiné les résultats de l'évaluation de l'égalité entre les genres et les solutions possibles. L'un des points forts de l'atelier a été lorsque l'ISC de l'Érythrée a présenté son cheminement pour élaborer une stratégie en matière d'égalité des genres (voir la prochaine page).

L'atelier, qui visait à accroître la sensibilisation à l'égard de l'égalité des genres et à communiquer l'engagement de l'AFROSAI-E à appuyer les membres dans leurs efforts pour devenir des organisations sensibles au genre, a été le premier d'une série d'échanges sur ce sujet très intéressant. En 2022, l'AFROSAI-E se consacrera à offrir de la formation aux praticiens des ressources humaines et aux experts en stratégie des ISC de l'Érythrée, de la Gambie et du Rwanda en vue de favoriser l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique sur l'égalité des genres. L'AFROSAI-E aimerait remercier toutes les ISC ainsi que tous les promoteurs, partenaires du développement et praticiens des ressources humaines, surtout l'IDI et la FCAR, pour leurs contributions au succès de ce projet. Pour en savoir plus sur l'initiative de l'AFROSAI-E en matière d'égalité des genres, veuillez envoyer un courriel à Marianna van Niekerk : marianna@afrosai-e.org.za.

CHEMINEMENT DE L'ISC DE L'ÉRYTHRÉE VERS L'ÉGALITÉ DES GENRES

Jusqu'au début des années 2000, les femmes représentaient 20 % des chefs d'équipe et 33 % des cadres intermédiaires et supérieurs au Bureau de l'auditeur général de l'Érythrée. En 2021, ces chiffres n'étaient plus que de 4 % et 8 %, respectivement. À l'heure actuelle, les femmes représentent 35 % de l'effectif total de l'ISC.

Pour combler l'écart entre les genres, et pour faciliter la mise en œuvre de l'ODD 5, l'ISC érythréenne a décidé d'élaborer une stratégie en matière d'égalité des genres. Les partenaires de l'ISC, notamment l'AFROSAI-E, l'IDI et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ont appuyé cet effort.

L'auditeur général a chargé un comité technique de rédiger la stratégie en matière d'égalité des genres, et ce comité a délégué la préparation du document à un groupe d'initiative composé de trois membres. Dans ce contexte, le groupe :

- a réalisé une analyse comparative entre les genres au sein de l'organisation;
- a recueilli des documents sur l'égalité des genres à l'échelle du pays, notamment la politique du pays et le plan d'action national en matière d'égalité des genres, et a consulté des documents semblables provenant d'autres pays et de diverses institutions;
- s'est entretenu avec des responsables au sein de l'Union nationale des femmes érythréennes (NUEW);

- a préparé la première ébauche de la stratégie et l'a soumise au comité technique de l'ISC érythréenne et à la NUEW aux fins d'examen;
- a transmis le document à des experts de l'AFROSAI-E en vue d'obtenir des avis techniques.

L'objectif global de la stratégie en matière d'égalité des genres est de mettre en œuvre des initiatives d'intégration d'une perspective sexospécifique afin de créer un environnement sensible au genre au sein de l'ISC. La stratégie s'articule autour des quatre objectifs suivants :

1. Cultiver un environnement de travail favorable aux mères enceintes et aux parents.
2. Faire connaître aux membres du personnel la stratégie en matière d'égalité des genres.
3. Favoriser une plus grande égalité entre les genres dans les lignes directrices de l'ISC en matière de ressources humaines.
4. Renforcer l'autonomie des employées de l'ISC.

La stratégie en matière d'égalité des genres a été approuvée par l'auditeur général. L'ISC érythréenne a intégré les questions sexospécifiques dans ses formations, ses mesures de gestion et d'autres politiques. L'ISC se prépare actuellement à la pleine mise en œuvre de la stratégie.

Les prochaines étapes consisteront à organiser une séance de sensibilisation à l'égalité des genres pour l'ensemble du personnel et à établir un groupe chargé de gérer la mise en œuvre de la stratégie et de rendre compte des progrès réalisés à cet égard à l'auditeur général.

Le personnel de l'ISC érythréenne souligne l'ouverture d'une crèche dans ses locaux.



AUDIT DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

UNE OCCASION POUR LES ISC DE CHANGER LES CHOSES ET DE DONNER L'EXEMPLE



Jane Fuller, associée, et Marie-Hélène Bérubé, agente principale des programmes, Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation

Les audits de l'égalité des sexes gagnent du terrain

Lorsque le Bureau du vérificateur général du Canada (BVG du Canada) a audité le Plan fédéral pour l'égalité entre les sexes en 2009, il a été l'une des premières institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) à entreprendre un audit de l'engagement de son gouvernement à réaliser l'égalité entre les sexes. Depuis lors, les membres de l'Organisation africaine des ISC (AFROSAI), de l'Organisation européenne des ISC (EUROSAI) et de l'Organisation des ISC de l'Amérique latine et des Caraïbes (OLACEFS) ont entrepris des travaux sur l'égalité des sexes, tant à l'externe dans le cadre de leurs audits qu'à l'interne par le biais d'évaluations de leurs propres engagements organisationnels.

Aujourd'hui, les ISC, leurs organisations régionales, l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) et la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation (FCAR) reconnaissent de plus en plus l'importance des audits sur l'égalité des sexes, et du fait de donner l'exemple et de s'assurer que des directives techniques sont offertes pour soutenir ce travail. Dans ce contexte favorable, les ISC peuvent clairement changer les choses en intégrant les considérations relatives à l'égalité des sexes et à l'intégration de la dimension du genre dans leurs audits.

Audit des engagements en matière d'égalité des sexes

Les gouvernements nationaux ont pris des engagements importants en faveur de l'égalité des sexes, notamment dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et ses objectifs de développement durable (ODD). Les ODD comprennent un objectif axé sur l'égalité des sexes — l'ODD 5 : *Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles* — et considèrent l'égalité des sexes comme une priorité transversale essentielle à la réalisation des autres objectifs.

Les engagements en faveur de l'égalité des sexes dans le cadre des ODD s'appuient sur les engagements initiaux pris par les États membres de l'ONU en faveur de l'égalité des sexes et

L'intégration d'une dimension de genre est...

... une stratégie visant à incorporer les préoccupations et les expériences des femmes aussi bien que celles des hommes dans l'élaboration, la mise en œuvre, la surveillance et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines – politique, économique et social – de manière que les femmes et les hommes bénéficient d'avantages égaux et que l'inégalité ne puisse se perpétuer. Le but ultime est d'atteindre l'égalité entre les sexes.

ECOSOC de l'ONU A/52/3, 18 septembre 1997

l'avancement des femmes et des filles lors de la 4^e Conférence mondiale sur les femmes à Beijing, en Chine (1995). À la suite de cette conférence, les pays du monde entier ont renforcé leurs engagements internationaux en faveur de l'égalité des sexes et de l'intégration de la dimension du genre par l'adoption de lois, de réglementations, de politiques, de plans, de stratégies et de budgets nationaux et infranationaux, et par l'établissement de rôles et de responsabilités au sein des institutions gouvernementales pour leur mise en œuvre.

En auditant la manière dont les gouvernements mettent en œuvre les ODD, en particulier l'ODD 5, et remplissent d'autres engagements en faveur de l'égalité des sexes, les ISC peuvent contribuer à améliorer la vie de divers groupes de femmes, d'hommes et de personnes marginalisées. Ces efforts cadrent avec les objectifs des Normes des institutions supérieures de contrôle de l'INTOSAI (ISSAI) 12 : La valeur et les avantages des institutions supérieures de contrôle des finances publiques – faire une différence dans la vie des citoyens. Ils cadrent également avec le plan stratégique 2017-2022 de l'INTOSAI, dont l'une des cinq priorités stratégiques transversales est de « contribuer au suivi et à la révision des ODD dans le contexte des efforts spécifiques de chaque nation en matière d'efforts de développement durable et des missions individuelles des ISC ».

De nombreuses ISC font désormais l'audit des ODD, et certaines ont commencé à contrôler les progrès accomplis vers les cibles de l'ODD 5. En 2019, les membres de l'OLACEFS ont réalisé un audit coordonné de l'ODD 5, et l'ISC de l'Ouganda entreprend actuellement un audit pilote de la cible 5.2 sur l'élimination de la violence des partenaires intimes envers les femmes. Le BVG du Canada a publié un audit sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable en 2021 qui portait sur l'ODD 5. Ces audits permettent de tirer des leçons importantes pour les ISC souhaitant auditer l'ODD 5 et les questions d'égalité des sexes qui présentent un intérêt particulier dans le contexte de leur pays.

L'impact potentiel des ISC : les audits du BVG du Canada sur l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

L'audit de 2009 du BVG du Canada sur l'engagement du gouvernement en matière d'égalité des sexes visait à

L'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) est...

... un outil analytique permettant d'évaluer les inégalités systémiques et la façon dont les politiques, programmes et initiatives peuvent influencer sur différents groupes de femmes, d'hommes et de personnes de diverses identités de genre.

La mention « plus » reconnaît que l'ACS Plus ne se limite pas aux différences entre les sexes biologiques et les genres socioculturels. L'ACS Plus tient compte de nombreux facteurs identitaires intersectionnels, comme la race, l'origine ethnique, la religion, l'âge et les handicaps de nature mentale ou physique, et de la manière dont l'interaction entre ces facteurs influence la façon dont nous pouvons ressentir les politiques et les initiatives gouvernementales.

<https://femmes-egalite-genres.canada.ca/fr/analyse-comparative-entre-sexes-plus/est-analyse-comparative-entre-sexes-plus.html>

déterminer si certains ministères fédéraux avaient mis en œuvre de manière adéquate l'analyse comparative entre les sexes (ACS), un outil largement utilisé par les gouvernements depuis la 4^e Conférence mondiale sur les femmes à Beijing. Le BVG du Canada a effectué un audit de suivi sur ce sujet en 2015.

Les conclusions et les recommandations des deux rapports d'audit fondamentaux du BVG du Canada ont directement influencé la façon dont le gouvernement du Canada a poursuivi l'intégration de la dimension du genre et de l'égalité des sexes, en particulier au cours des six dernières années. En 2018, le Canada a adapté les cibles de l'ODD 5 dans son propre Cadre des résultats relatifs aux sexes, a adopté la *Loi canadienne sur la budgétisation sensible aux sexes* (2018), a créé le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres qui est soutenu par les organismes centraux, et a renforcé les exigences dans l'ensemble du gouvernement pour que soit effectué l'ACS Plus dans toutes les demandes ministérielles de financement de programmes. Le BVG du Canada profite donc d'un contexte

riche en critères propices à l'audit de l'égalité des sexes et de l'intégration de la dimension du genre.

Un rapport de 2018 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) intitulé *L'égalité des sexes au Canada* a reconnu que le BVG du Canada « s'est avéré un élément clé des progrès réalisés dans l'application de l'analyse comparative entre les sexes ». Le rapport indique également qu'afin de renforcer la responsabilisation, le BVG du Canada et le Parlement devraient « tirer parti des succès remportés sur le front de l'ACS Plus en intégrant davantage la problématique femmes-hommes dans les autres aspects de ses travaux ».

Au moment où le BVG du Canada entreprend son troisième audit lié à l'ACS Plus, il adopte également une approche solide pour tenir compte des dimensions de l'ACS Plus dans l'ensemble de ses pratiques d'audit. Grâce à cette initiative, le BVG du Canada est en mesure de faire progresser le pays en matière d'égalité des sexes, de diversité et d'inclusion, et de devenir un chef de file mondial parmi les ISC qui se penchent sur ces questions.

Renforcer les capacités d'audit de l'égalité des sexes

La FCAR estime que les ISC peuvent jouer un rôle déterminant en auditant l'égalité des sexes, et elle en fait une priorité depuis 2013. La FCAR a élaboré des guides et des formations pour aider les auditeurs à mieux comprendre la pertinence de l'égalité des sexes et de l'intégration de la dimension du genre, et pour renforcer leur capacité à aborder ces questions dans leurs audits de performance.

Dans sa formation, la FCAR présente deux grands types d'audits de l'égalité des sexes :

- Les audits des **pratiques de gestion au niveau institutionnel**, qui examinent comment le gouvernement intègre l'égalité des sexes et/ou l'ACS dans les processus et les opérations (c'est-à-dire l'intégration de la dimension du genre), dans l'ensemble du gouvernement ou dans

des ministères précis. Ces audits sont axés sur l'intérieur de l'organisation, soit sur les engagements internes et la capacité des institutions gouvernementales à progresser vers l'égalité des sexes.

« En auditant la manière dont les gouvernements mettent en œuvre les ODD, en particulier l'ODD 5, et remplissent d'autres engagements en faveur de l'égalité des sexes, les ISC peuvent contribuer à améliorer la vie de divers groupes de femmes, d'hommes et de personnes marginalisées. »

- Les audits portant sur la manière dont le gouvernement intègre les questions et les considérations relatives à l'égalité des sexes dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de ses **programmes, initiatives et services**. Ces audits sont axés sur l'extérieur, soit sur la manière dont le gouvernement fait progresser ses engagements en matière d'égalité des sexes dans la société.

Ce deuxième type d'audit peut être particulièrement difficile lorsque les considérations de genre ne semblent pas pertinentes pour un sujet d'audit. Par exemple, l'audit d'un programme de formation technique et professionnelle

pourrait comporter des risques en matière d'égalité des sexes. Cela peut être déterminé si les auditeurs évaluent les dimensions du genre dans le programme en posant les questions suivantes :

1. A-t-on conçu le programme en tenant compte de l'ACS pour déterminer les besoins et les intérêts particuliers des bénéficiaires cibles (p. ex. divers groupes de femmes, d'hommes et de groupes marginalisés)?
2. L'ACS est-elle effectuée avec des données ventilées selon le genre pour cerner les disparités ou les inégalités existantes entre les bénéficiaires, afin d'orienter la planification et la mise en œuvre du programme?
3. Les disparités en matière d'accès, de maintien en poste et d'achèvement des études pour tous les bénéficiaires sont-elles prises en compte dans la conception et la mise en œuvre du programme?
4. Le programme s'attaque-t-il aux stéréotypes négatifs liés au genre qui empêchent l'égalité d'accès aux possibilités et aux ressources pour les diplômés?

Pour cette raison, la FCAR a développé un outil d'évaluation des aspects liés à l'égalité des sexes dans le cadre de la sélection

des sujets d'audit qui peut aider les auditeurs à déterminer les sujets d'audit à fort impact. L'outil guide les auditeurs tout au long du processus d'évaluation des aspects liés à l'égalité des sexes d'un sujet d'audit en fonction de quatre « filtres » : le risque, l'intérêt potentiel, l'auditabilité et la valeur ajoutée.

Pour chacun de ces quatre « filtres », l'outil de sélection fournit aux auditeurs des questions à poser pour déterminer si l'égalité des sexes est un facteur important à prendre en considération. Par exemple, en ce qui concerne le risque, les auditeurs peuvent se poser la question suivante : « Le programme peut-il avoir un impact différent sur les femmes par rapport aux hommes? » De plus, lors de l'examen de la valeur ajoutée, les auditeurs peuvent se poser la question suivante : « L'audit du thème de l'égalité des sexes contribuera-t-il à améliorer la performance du gouvernement et à combler les écarts en matière d'égalité des sexes? »

Conclusion

Les ISC sont particulièrement bien placées pour faire progresser les engagements en faveur de l'égalité des sexes et de l'intégration de la dimension du genre. Compte tenu de l'importance mondiale des ODD, et plus particulièrement de l'ODD 5, ainsi que des engagements nationaux préexistants en matière d'égalité des sexes et d'intégration de la dimension du genre, l'INTOSAI et ses membres peuvent contribuer de

manière importante en veillant à ce que les gouvernements nationaux assurent une reddition de compte à cet égard.

Il est encourageant de voir le dynamisme croissant autour de ce sujet, notamment les audits sur l'égalité des sexes ainsi que les initiatives visant à intégrer la dimension d'égalité des genres au sein des ISC, comme les travaux effectués par le groupe de travail de l'OLACEFS sur l'égalité des sexes et la non-discrimination. À l'avenir, il sera nécessaire de porter une attention accrue sur l'intégration des considérations de genre dans la méthodologie et les modèles d'audit des ISC et, surtout, dans leur planification stratégique, la sélection des sujets d'audit et la planification des audits.

Autrices

Jane Fuller est une consultante indépendante associée à la FCAR (Égalité des sexes) depuis 2013. Elle a coécrit le *Guide pratique sur l'audit de l'égalité des sexes dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations Unies* et a élaboré en collaboration avec la FCAR un cours de trois jours sur l'audit de l'égalité des sexes ainsi qu'un cours d'une journée sur l'audit de l'ACS Plus. Elle fournit actuellement des conseils techniques au BVG du Canada sur l'audit de l'ACS Plus.

Marie-Hélène Bérubé est agente principale de programme, Égalité des sexes et éthique, pour le programme international de la FCAR. Elle a participé à l'élaboration conjointe du cours sur l'audit de l'égalité des sexes et elle dirige la formation et le mentorat sur ce sujet dans le cadre du programme international de la FCAR.

Ressources de la FCAR sur l'audit de l'égalité des sexes



Organisme canadien à but non lucratif, la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation se consacre à la promotion et au renforcement de l'audit de performance, de la surveillance et de la reddition de comptes dans le secteur public, tant au Canada qu'à l'étranger, par la recherche, l'éducation et le partage des connaissances. Dans le cadre de son programme international de longue date, la FCAR s'est efforcée d'intégrer l'égalité des sexes comme thème transversal dans son travail de développement des capacités avec les ISC partenaires des pays en développement.

Ce travail a permis la publication de deux guides, le *Guide pratique sur l'audit de l'égalité des sexes* (2016) et le *Guide pratique sur l'audit de l'égalité des sexes dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations Unies : ODD 5* (2017), ainsi que l'élaboration de formations. La FCAR a présenté en personne et en ligne son cours de trois jours sur l'audit de l'égalité des sexes, à l'échelle internationale et aux auditeurs canadiens des gouvernements fédéral et provinciaux. En octobre 2021, la FCAR a condensé ce cours en une version d'une journée adaptée au contexte canadien, avec un accent particulier sur l'ACS Plus.



L'IDI FAIT LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES GENRES AUPRÈS DES ISC

Camilla Fredriksen, Einar Gorrissen, Siri Hellevik, Alain R. Memvuh Lindouyou, Petra Schirnhofner et Tonje Fremstad-Waldron, de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI)

L'égalité des genres est nécessaire à l'épanouissement des sociétés et à la croissance des économies, et ses effets positifs ont été prouvés par la recherche. Par exemple, selon le [ministère norvégien des Finances](#), si les femmes participaient au marché du travail du pays à un taux inférieur, plus précisément, au taux moyen des pays industrialisés de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Norvège perdrait l'équivalent de la valeur de l'ensemble de son régime de retraite gouvernemental, qui est [l'un des plus importants fonds de retraite du monde](#).

Il est donc dans l'intérêt de tous les pays de veiller à ce que chacun ait les mêmes droits et les mêmes chances. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes constituent même un objectif de développement durable (ODD 5) des Nations Unies, objectif précis qui recoupe l'ensemble du développement durable. Pourtant, à ce jour, aucun pays au monde n'a atteint l'égalité des sexes.

En outre, la pandémie de COVID-19 a exacerbé la « pandémie fantôme » de la violence fondée sur le sexe, des crises économiques et des déficits de soins, dont les effets se sont fait sentir de manière disproportionnée sur les femmes et les filles. Les inégalités se sont donc creusées entre différents groupes de femmes et d'hommes selon leur handicap, leur race, leur origine ethnique, leur revenu, leur âge, etc.

Afin d'assurer le suivi des réponses des gouvernements du monde entier pour lutter contre la pandémie, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ONU Femmes ont lancé l'[Outil global de suivi sur les questions de genre et la COVID-19](#). Cet outil montre que de nombreux gouvernements ont pris des mesures positives individuelles pour soutenir les femmes, les filles et l'égalité des genres, mais dans l'ensemble, ces mesures sont insuffisantes et inégales. Pour lutter contre la pauvreté, permettre le développement durable et garantir des mesures gouvernementales équitables en réponse à la pandémie, nous ne pouvons pas négliger l'égalité des genres.

Les ISC ont un rôle important à jouer dans cet effort, en tant qu'organisations et par leur travail d'audit. Les ISC peuvent améliorer les choses en contribuant activement à une plus grande égalité dans leur pays, et en rendant la dimension du genre plus visible dans leurs organisations et leurs travaux d'audit. Les ISC peuvent également démontrer les coûts de l'inégalité des sexes. Par exemple, la violence fondée sur le sexe a des coûts individuels et économiques énormes.

Cependant, le récent [rapport d'inventaire et de l'enquête mondiale 2020 de l'IDI](#), qui comprend une [annexe sur le genre](#), montre que de nombreuses ISC ne considèrent pas l'égalité des genres comme un enjeu important. À l'échelle mondiale, l'équilibre entre les sexes parmi le personnel des ISC diminue à mesure que l'on grimpe dans la hiérarchie des postes. En 2020, seuls 29 % des dirigeants et 39 % des cadres supérieurs des ISC étaient des femmes.

En outre, moins d'un tiers des ISC dans le monde ont des plans stratégiques avec des objectifs liés à l'égalité des genres, et seulement 10 % d'entre elles fondent leur planification sur une analyse axée sur ce thème. À l'échelle mondiale, l'adoption des audits contribuant à l'égalité des genres est lente, à l'exception de la région de l'Organisation des ISC de l'Amérique latine et des Caraïbes (OLACEFS) et d'un certain nombre d'autres ISC ailleurs

dans le monde. En outre, très peu d'ISC ont développé des capacités en matière d'égalité des genres.

Grâce à sa [stratégie relative aux questions de genre de 2020](#) et à sa [politique connexe mise à jour](#), l'IDI souhaite accroître son engagement en matière d'égalité des genres.

En collaboration avec d'autres parties prenantes, telles que ONU Femmes, Partenariat budgétaire international (IBP), l'Association of Chartered Certified Accountants (ACCA) et la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation (FCAR), l'IDI aide les ISC à devenir des organisations plus sensibles aux questions de genre et à mener des audits qui contribuent à l'égalité des genres.

Parallèlement, l'IDI veut montrer l'exemple en tant qu'organisation elle-même. Ses récents travaux visant à intégrer plus fermement l'égalité des genres dans le prochain plan stratégique de l'INTOSAI sont encourageants.

L'IDI dispose d'une équipe spécialisée en matière d'égalité des genres, composée d'un groupe de travail stratégique dédié

aux questions de genre et de quatre champions internes de l'égalité des genres travaillant avec les différentes entités organisationnelles. Voici ce que les membres de l'équipe ont à dire sur leur travail et sur le soutien de l'IDI à l'égalité des genres :

« Nous avons tous la responsabilité de façonner un avenir meilleur pour chacun d'entre nous, et cela inclut un monde plus égalitaire entre les genres. Je suis exceptionnellement fier de notre parcours en matière d'égalité des genres et d'inclusion, et j'espère que de nombreuses autres ISC participeront à ces efforts. »

— Einar Gorrissen,
Directeur général de l'IDI

Autres informations intéressantes sur l'égalité des genres

- Nations Unies, [Questions thématiques – Égalité des sexes](#)
- Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, 2014, [Estimating the costs of gender-based violence in the European Union : Report](#)
- Organisation internationale du Travail, 2019, [Femmes d'affaires et femmes cadres : Les arguments en faveur du changement](#)
- McKinsey & Company, 2007, [Women Matter : Gender diversity, a corporate performance driver](#)
- Michael Kimmel, 2015, [Ted Talk : Why gender equality is good for everyone — men included](#)
- Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), [Estimating the Economic Cost of Domestic Violence](#)



PLEINS FEUX SUR L'ÉQUIPE D'ÉGALITÉ DES GENRES DE L'IDI

4zevar/AdobeStock

Petra Schirnhofner, Groupe de travail stratégique dédié aux questions de genre au sein de l'Unité de soutien stratégique



« Les privilèges sont souvent invisibles pour les personnes qui en bénéficient. Si nous voulons un monde juste et durable, nous devons examiner de plus près les facteurs tels que le genre, l'âge, les capacités et l'origine ethnique, qui contribuent au pouvoir et aux privilèges de certains, mais qui nuisent à d'autres. Au sein de l'IDI, nous avons entrepris l'exploration de la dimension du genre dans notre plan stratégique actuel, et nous avons beaucoup appris jusqu'à présent, notamment la nécessité d'être cohérent et inclusif, de partager les responsabilités et de disposer des capacités, des alliés et du leadership coopératif nécessaires. Il a été formidable de mener nos travaux dans un cadre de référence plus solide en matière de genre, avec notre nouvelle stratégie et une nouvelle politique à cet égard. Je suis ravie de constater les premières réussites dans notre propre organisation et dans notre soutien aux ISC et à leurs travaux d'audit. »

Siri Hellevik, championne de l'égalité des genres, ISC professionnelles et pertinentes



« Pour que les ISC soient pertinentes pour tous les citoyens et qu'elles contribuent à l'objectif de développement durable (ODD) 2030 de ne laisser personne pour compte, il est important d'intégrer la dimension du genre et l'inclusion dans les audits ou d'entreprendre des audits axés sur le genre et/ou l'inclusion. Puisque les contextes nationaux des ISC que nous soutenons varient, nous cherchons toujours à trouver les angles pratiques appropriés pour mettre l'accent sur le genre et l'inclusion dans leurs travaux d'audit précis. Puisque nous avons presque terminé nos activités pilotes, et que l'IDI et les ISC acquièrent de plus en plus d'expérience et en tirent des leçons, nous voulons étendre notre travail sur ce sujet avec l'initiative Equal Futures Audit, qui sera lancée en 2022. »

Alain R. Memvuh Lindouyou, champion de l'égalité des genres, Axes de travail en matière d'ISC indépendantes et bien gérées et Unité de soutien bilatéral



« Aider mes collègues à adopter une optique de genre et d'inclusion dans leur travail est un nouveau défi passionnant qui offre de précieuses occasions d'apprentissage. Une telle approche structurée permet de découvrir des perspectives insoupçonnées. Pour les ISC, montrer l'exemple signifie également être sensible au genre et tenir compte de l'inclusion. L'un des principaux enseignements que j'ai tirés jusqu'à présent est que les trois domaines des capacités institutionnelles, organisationnelles et professionnelles constituent des points d'entrée intéressants pour progresser dans ce parcours avec les ISC. Notre nouvelle initiative sur les ressources humaines, l'éthique et le genre pour les ISC (TOGETHER), qui sera mise en œuvre l'année prochaine, s'inscrit dans cette perspective. »

Camilla Fredriksen, championne de l'égalité des genres, Unité des fondations mondiales



« Travailler sur l'analyse de genre dans le rapport d'inventaire mondial m'a vraiment rappelé la nécessité de prendre au sérieux l'égalité des genres au niveau organisationnel si l'on veut voir des changements, notamment en promouvant les femmes à des postes de direction. Ce qui est intéressant dans ce genre d'exercice, c'est qu'il vous ouvre les yeux sur ce qui se passe autour de vous, dans votre propre organisation et dans la société. Je suis très heureuse que l'analyse de genre ait été présentée en annexe du rapport. En fait, il s'agit d'un petit rapport en soi, qui montre à l'INTOSAI et à ses partenaires la mesure dans laquelle les ISC s'efforcent de rendre leur organisation plus égalitaire et d'en faire un lieu de travail inclusif. »

Tonje Fremstad-Waldron, championne de l'égalité des genres, Administration de l'IDI



« Soutenir l'égalité sur le lieu de travail signifie donner aux gens des chances égales et un salaire égal, et accepter et apprécier chacun pour ses différences. Avec l'aide d'un expert externe en matière de genre et de ressources humaines, nous avons commencé à examiner d'un œil critique nos processus internes, notamment le recrutement, la progression de carrière et la rémunération. Ce point de vue externe peut révéler des failles que les personnes à l'intérieur de l'organisation ne sont pas toujours en mesure de voir. En tant que professionnelle des ressources humaines, il est extrêmement gratifiant de faire partie de l'équipe des champions de l'égalité des genres, et j'encourage les autres organisations à former des groupes de travail stratégique et à désigner des champions de l'égalité des genres. »



AVIS DE DÉCÈS : HARRY AZHAR AZIS

C'est avec tristesse que l'Agence de contrôle des finances (la BPK) annonce le décès d'Harry Azhar Azis, membre du conseil et ancien président de la BPK, survenu le 18 décembre 2021. La BPK salue les réalisations de M. Azis, tout en reconnaissant que son décès constitue une immense perte pour sa famille, ses amis et ses collègues.

M. Azis est né le 25 avril 1956 à Tanjungpinang, dans la province des îles Riau, en Indonésie. Après avoir obtenu un doctorat en économie à l'Université d'État de l'Oklahoma aux États-Unis, il a commencé à diriger des équipes de recherche et à donner des conférences à diverses universités partout en Indonésie.

M. Azis a été élu au Parlement indonésien en 2004. Durant son mandat, il a contribué à l'élaboration de lois en matière de gestion des finances publiques. Il était un auteur réputé d'essais sur l'audit et l'économie, qui ont été largement diffusés au pays.

Depuis sa nomination à titre de membre du conseil et de Président de la BPK en 2014, Harry Azhar Azis a apporté de nombreuses contributions à la communauté internationale, particulièrement en tant que président du Groupe de travail sur la vérification environnementale de l'INTOSAI (WGEA) de 2014 à 2017.

Les gardiens mondiaux de la reddition de comptes ont perdu un dirigeant éminent qui a su favoriser une culture éthique et donner aux employés et aux citoyens les moyens d'action requis pour améliorer la transparence et la gouvernance. On se souviendra surtout de lui pour les efforts qu'il a déployés en vue de promouvoir la responsabilité et le renforcement de la performance des auditeurs du secteur public.

NOMINATION D'HELEN CLARK : AMBASSADRICE DE BONNE VOLONTÉ POUR L'INDÉPENDANCE DES ISC

La Coopération des bailleurs de fonds de l'INTOSAI (IDC) a nommé la très honorable Helen Clark à titre d'ambassadrice de bonne volonté de l'IDC pour l'indépendance des ISC. En tant que leader mondial ayant effectué trois mandats à titre de Première ministre de la Nouvelle-Zélande et ayant passé huit ans en qualité de première femme à la tête du Programme de développement des Nations Unies, et étant l'actuelle Présidente de la Global Leadership Foundation, M^{me} Clark apporte une vaste expérience et du sérieux à ce poste nouvellement créé.

Des sources dont le [Rapport bilan mondial sur les ISC](#) de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) et l'[Indice d'indépendance des ISC](#) de la Banque mondiale révèlent que l'indépendance des ISC est en déclin partout au monde. Dans le cadre de son rôle à titre d'ambassadrice de bonne volonté, M^{me} Clark sensibilisera les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes à la nécessité pour les ISC de jouir d'une indépendance afin de s'acquitter avec efficacité de leur rôle à titre de gardiennes de la reddition de compte. Elle se chargera aussi de mobiliser le soutien dont ont besoin les ISC pour poursuivre leurs efforts en vue d'acquérir ou de maintenir leur indépendance. Aux côtés de M^{me} Clark sera l'IDI, qui aide les ISC à développer et à renforcer leurs capacités, et l'IDC, qui coordonne le soutien que les partenaires de développement multilatéraux et bilatéraux offrent aux ISC.

Helen Clark affirme : « Dans le contexte actuel de recul constitutionnel et démocratique, conjugué à des dépenses d'urgence et à des perturbations économiques sans précédent pendant la pandémie de COVID19, jamais les ISC n'ont eu autant besoin de pouvoir effectuer leur travail sans ingérence. » Elle indique que si les gouvernements doivent être transparents et responsables, comme les citoyens l'exigent, cette tendance au recul ne peut pas être ignorée.

« Récemment, l'Auditrice en chef de la Sierra Leone et son adjointe ont été suspendues indéfiniment par le président, tout juste avant la publication attendue d'un rapport d'audit



accablant. Il ne s'agit pas d'un cas isolé. Il est temps que le monde comprenne l'ampleur du problème », atelle ajouté.

Les commentaires de M^{me} Clark sur l'importance de l'indépendance des ISC sont repris par M. Ed Olowo-Okere, directeur du pôle mondial d'expertise en gouvernance de la Banque mondiale et président donateur de l'IDC, qui a affirmé : « Il est essentiel que les ISC soient indépendantes pour qu'elles puissent exercer leurs activités avec efficacité et pour qu'il y ait une saine responsabilité publique dans tout pays. Des ISC véritablement indépendantes peuvent aider à réduire le gaspillage et à prévenir le mauvais usage des fonds publics. Ainsi, il sera possible de réorienter les économies vers des programmes de lutte contre la pauvreté, qui sont au cœur des priorités de la communauté internationale du développement et une mission principale du Groupe de la Banque mondiale. »

La nomination de M^{me} Clark, pour un mandat initial de trois ans, a pris effet le 1^{er} janvier 2022.

LE COMITÉ DIRECTEUR DE L'INTOSAI TIENT SA 75^E RÉUNION

La 75^e réunion du Comité directeur de l'INTOSAI s'est déroulée virtuellement le 23 novembre 2021. Elle a été animée par l'ISC du Brésil, qui assume la première vice-présidence du Comité directeur.

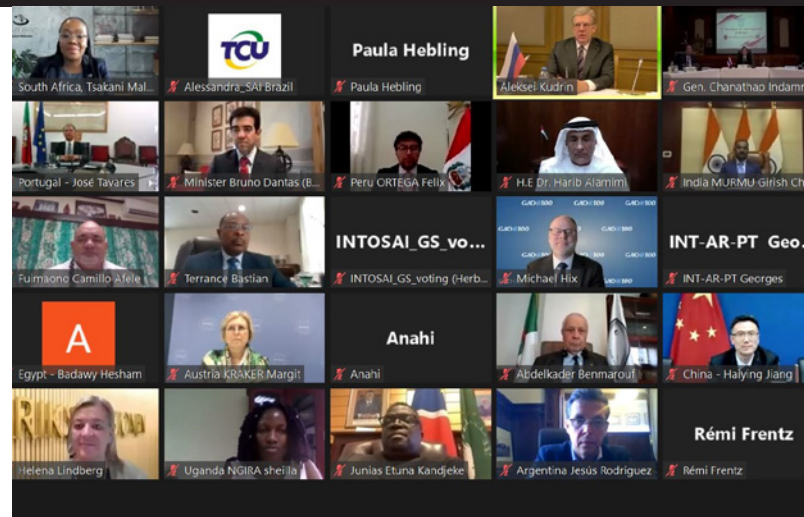
Dans sa déclaration d'ouverture, Alexei Koudrine, Président du Comité directeur, a reconnu les nombreuses innovations et réalisations des ISC au cours de la pandémie, notamment les progrès réalisés à l'égard des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, l'utilisation élargie de l'audit numérique, une ouverture et une transparence accrues, ainsi que les gains d'efficacité et l'amélioration de l'échange de connaissances.

Au cours de la réunion ont été présentés des exposés du Président et de la Première Vice-présidente du Comité directeur; de la Secrétaire générale de l'INTOSAI, Margit Kraker; du Comité de surveillance sur les questions émergentes (SCEI), présidé par l'ISC russe; des dirigeants des quatre commissions d'objectifs de l'INTOSAI; et de l'ISC des Émirats arabes unis, qui assure la présidence du Groupe d'experts mondial de l'INTOSAI.

Des rapports écrits ont également été soumis par les sept organisations régionales de l'INTOSAI, ainsi que par l'IDC, l'IDI et la Revue de l'INTOSAI.

Le Comité directeur a approuvé de nombreuses mesures, dont les suivantes :

- La création d'un groupe de travail au sein du SCEI sur l'audit des soins de santé et des services sociaux, afin d'améliorer la performance des ISC dans l'audit des systèmes de soins de santé, de sécurité sociale et de soutiens sociaux.
- La tenue d'une deuxième conférence internationale scientifique et pratique en 2022, qui sera animée par l'ISC russe.
- La création d'un groupe de travail au sein de la Commission des affaires politiques, financières et administratives (PFAC) pour mettre à jour la stratégie de communication de l'INTOSAI et fournir des orientations sur l'utilisation de sites Web et de la marque de l'INTOSAI, qui sera codirigé par le Secrétariat général de l'INTOSAI et l'ISC du Brésil.
- L'adhésion de l'ISC d'Ouzbékistan à titre de membre à part entière de l'INTOSAI et de l'ISC des Îles Mariannes du Nord à titre de membre affilié.



- La présentation de l'ISC d'Égypte au XXIV^e Congrès de l'INTOSAI (INCOSAI) à titre de candidate du Comité directeur au rôle d'hôte du XXV^e INCOSAI en 2025.
- La modification du mandat de la Commission des normes professionnelles (PSC) de sorte à ajouter à titre de membres du Comité directeur de la PSC la présidence et la vice-présidence des ISC qui accueillent le Forum pour les prises de position professionnelles de l'INTOSAI (FIPP), ainsi que la présidence et la vice-présidence de la PFAC et de la Commission chargée du renforcement des capacités (CBC), dans le but de renforcer la gouvernance du processus d'établissement des normes et d'accroître la sensibilisation à cet égard.
- La création d'un prix à l'échelle de l'INTOSAI pour l'excellence en renforcement des capacités en l'honneur de Kimi Makwetu, ancien Auditeur général de l'Afrique du Sud. Ce prix sera remis lors du congrès triennal.

Les participants ont également discuté de plans d'urgence possible pour le XXIV^e INCOSAI, qui est actuellement prévu en novembre 2022 à Rio de Janeiro, compte tenu de la pandémie qui perdure. Si la COVID-19 continue de poser un risque pour une réunion en personne, le Congrès pourrait être reporté, ou un congrès virtuel plus court pourrait être organisé à la date prévue, auquel cas un événement en personne plus long pourrait être prévu pour 2023. La Première Vice-présidente, l'ISC du Brésil, discutera des options pour la tenue de l'INCOSAI avec le Secrétariat général et prendra une décision en mars 2022, en consultation avec le Comité directeur.

Conférence internationale scientifique et pratique de l'INTOSAI

2 mars 2022

S'inscrire

À propos de la conférence



LA PRÉSIDENTE DE L'INTOSAI ANIME LA 2^E CONFÉRENCE INTERNATIONALE SCIENTIFIQUE ET PRATIQUE

La deuxième conférence internationale scientifique et pratique aura lieu virtuellement le 2 mars 2022, sous l'égide de la Présidence de l'INTOSAI, assurée par la Chambre des comptes de la Fédération de Russie. L'événement, qui s'articule autour du thème « L'éducation dans le contexte contemporain et son rôle dans la préparation des professionnels du futur », sera une occasion unique de mettre en commun son expertise et ses expériences dans le cadre de tables rondes et de discussions ouvertes.

Les thèmes ci-après seront aussi à l'étude : la promotion d'une saine gouvernance pour assurer la transparence et une culture éthique dans l'administration publique; le rôle des plateformes numériques dans la gestion des connaissances et les possibilités que ces plateformes offrent; et l'économie verte et les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) en tant que dimension clé de cette économie.

En avril 2021, la Présidence de l'INTOSAI avait organisé la première conférence internationale scientifique et pratique en ligne. Cet événement de deux jours avait attiré plus de 700 membres de 102 ISC ainsi que des représentants des Nations Unies, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de la Banque mondiale, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de Google, de la Sberbank, d'organisations de la société civile et d'universités. Les participants ont discuté des pratiques exemplaires et de secteurs particuliers de l'audit, du rôle des ISC et de la société

cible dans l'amélioration de la gouvernance mondiale, ainsi que de nouvelles approches en matière de développement de la capacité professionnelle qui font appel aux technologies numériques.

La séance plénière de la conférence à venir se déroulera dans les langues suivantes : allemand, anglais, arabe, français, portugais, russe et espagnol. Les tables rondes se dérouleront en anglais et en russe.

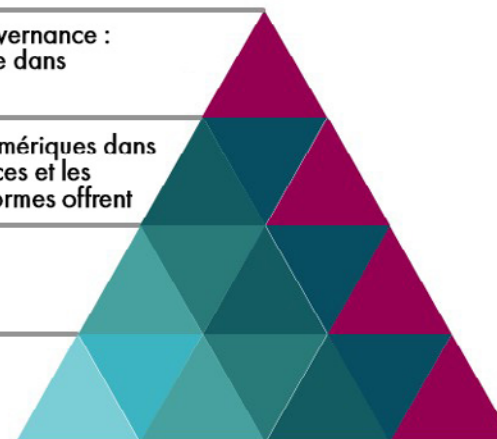
Tous les membres de la communauté internationale de la reddition de comptes sont invités à participer. Pour obtenir le formulaire d'inscription et des renseignements additionnels, cliquez [ici](#).

L'éducation dans le contexte contemporain et son rôle dans la préparation des professionnels du futur

Promouvoir une saine gouvernance : la transparence et l'éthique dans l'administration publique

Le rôle des plateformes numériques dans la gestion des connaissances et les possibilités que ces plateformes offrent

L'économie verte et sa dimension clé : les ESG



PLUS DE 50 ISC OBTIENNENT UN SOUTIEN PENDANT LA PANDÉMIE GRÂCE À UN PROGRAMME DE SUBVENTIONS DE L'INTOSAI

Dans un élan de soutien important, l'INTOSAI a consenti des fonds aux ISC pour les aider à assurer la continuité de leurs activités pendant la pandémie. Sous la direction de M. Hussam Alangari, Auditeur général d'Arabie saoudite, et de M. Gene Dodaro, Contrôleur général des États-Unis, la subvention pour assurer la continuité des ISC pendant la COVID-19 a permis de financer l'achat de technologies d'information et de communication, notamment des ordinateurs portables et la connectivité à Internet, ainsi que de l'équipement de protection individuelle, pour répondre aux besoins découlant de la pandémie.

Le Bureau d'audit général d'Arabie saoudite et le Bureau de reddition de comptes du gouvernement (GAO) des États-Unis ont collaboré de près avec l'IDI et le Secrétariat général de l'INTOSAI pour mettre en œuvre le programme.

Dans le cadre de cet effort unique, l'INTOSAI a débloqué un total de 700 000 euros, à compter d'octobre 2020, jusqu'en novembre 2021. Chaque ISC retenue était admissible à un financement d'au plus 20 000 euros. Pendant la durée du programme, l'INTOSAI a versé à 52 ISC, soit à plus d'un quart des membres de l'INTOSAI, des subventions totalisant environ 600 000 euros. Ces ISC représentaient les sept régions de l'INTOSAI.

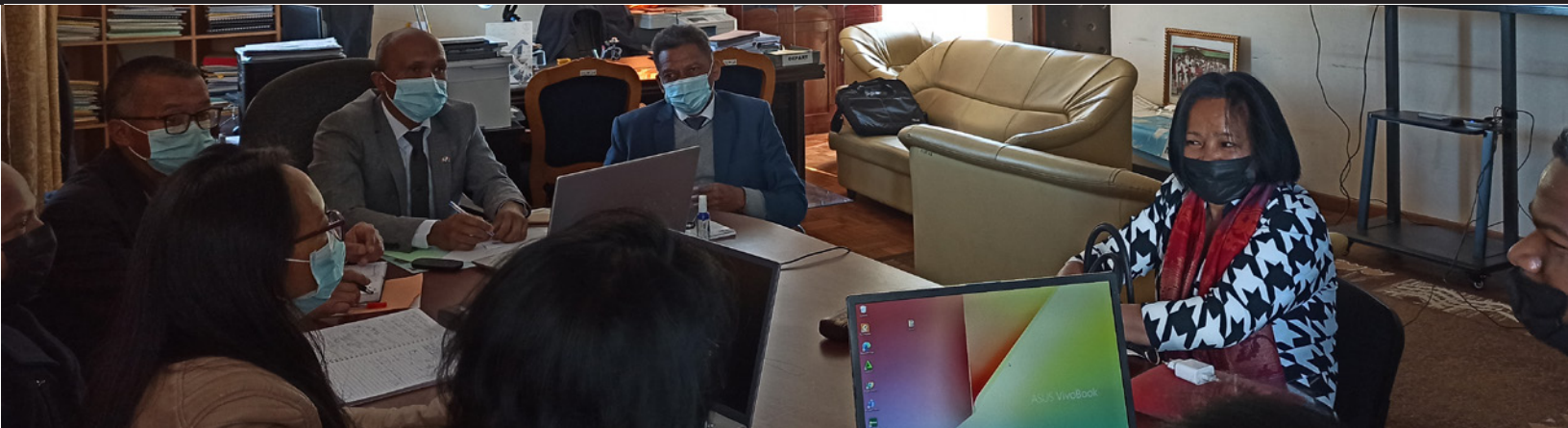
Le programme de subventions de l'INTOSAI visant à assurer la continuité des ISC a été accueilli favorablement par la communauté et a eu une incidence importante sur de nombreuses ISC, comme en témoignent les ISC du Nicaragua et de Madagascar, dont l'utilisation des fonds est présentée ci-après.

« Participer à ce programme de subvention unique a été formidable », a déclaré Mark Keenan, gestionnaire de programme au sein de l'équipe des Relations internationales du GAO et associé clé de la création et de la gestion du programme. « Savoir que des ressources matérielles ont été fournies pour aider autant de nos collègues au sein d'ISC pendant la pandémie a été une expérience très valorisante. »

Le Bureau d'audit général d'Arabie saoudite et le Secrétariat général de l'ASOSAI ont également mis en place des programmes de subventions distincts, mais semblables, pour les membres de l'ASOSAI. L'ISC saoudienne a débloqué 2 millions de dollars américains et a octroyé des subventions à 14 ISC, et le Secrétariat général de l'ASOSAI a dégagé 200 000 dollars américains dans le cadre de son programme.

Des membres du personnel de l'ISC du Nicaragua se servent de l'équipement procuré grâce à la subvention de l'INTOSAI pour assurer la continuité des activités des ISC.





L'ISC de Madagascar assure la résilience de ses activités

L'ISC du Nicaragua passe au travail à distance

Au cours de la pandémie, l'ISC nicaraguayenne a approuvé un plan d'urgence qui a considérablement modifié son mode de fonctionnement. Alors qu'elle réalisait auparavant des entretiens, des réunions et des contrôles en personne, elle devait maintenant passer au travail à distance. Toutefois, il lui fallait accroître sa capacité technologique pour effectuer efficacement son travail et se conformer pleinement à son mandat consistant à fournir une formation sur le contrôle interne et la gestion des affaires publiques aux fonctionnaires du pays.

L'ISC du Nicaragua a indiqué que le financement reçu dans le cadre du programme de subventions de l'INTOSAI l'a aidée à améliorer ses infrastructures technologiques, ce qui lui a permis de continuer à mener à bien ses activités. Plus précisément, l'ISC nicaraguayenne s'est procuré des points d'accès sans fil, ce qui facilite la connectivité à partir de n'importe quel endroit dans l'institution et qui permet ainsi une plus grande distanciation physique. L'ISC a aussi fait l'achat d'un ordinateur, d'écrans et d'autres équipements audiovisuels, comme des haut-parleurs, des caméras et des microphones, dont elle se sert pour tenir des vidéoconférences, des webinaires et des réunions virtuelles.

M^{me} María José Mejía García, dirigeante de l'ISC du Nicaragua, a remercié l'INTOSAI d'avoir « fait la promotion de ces initiatives pour aider les ISC aux prises avec des limitations technologiques et budgétaires à poursuivre leurs travaux pendant la pandémie ».

L'ISC de Madagascar assure la résilience de ses activités

Dans sa demande de subvention, la Cour des comptes de Madagascar a indiqué que la pandémie avait considérablement

perturbé les activités de l'ISC. Les restrictions quant aux déplacements ainsi que la distanciation physique obligatoire constituaient des obstacles importants à sa capacité de réaliser des audits. L'ISC malgache a reconnu que certains changements résultant de la pandémie auraient une incidence durable sur sa culture de travail et qu'elle devait revoir sa stratégie en matière de technologies de l'information et des communications, notamment en ce qui concerne ses applications logicielles, ses réseaux de données, les appareils pour les utilisateurs, ainsi que les mesures de sécurité et de soutien, afin d'assurer la résilience de ses activités.

Grâce à cette subvention, l'ISC de Madagascar a pu se procurer des numériseurs, une caméra, des ordinateurs portables et des équipements de vidéoconférence. L'ISC a indiqué que ce financement l'aidera à progresser dans la réalisation de son plan stratégique en soutenant les audits, ses activités juridictionnelles et la gestion interne.

M. Jean de Dieu Rakotondramihamina, Président de l'ISC de Madagascar, a affirmé : « Le passage à de nouvelles méthodes de travail, soit le travail à distance, les réunions en ligne et les webinaires, était nécessaire. La subvention de l'INTOSAI a permis à l'ISC d'être plus résiliente grâce à des investissements dans des équipements de technologies de l'information et des communications. »

L'INTOSAI a été ravie de pouvoir collaborer avec succès avec des ISC individuellement et continuera à chercher des occasions d'aider la communauté mondiale des ISC.



Se connecter

Comment les ISC ayant un accès limité à l'Internet peuvent-elles tirer le meilleur parti des technologies existantes?

UNE NOUVELLE INFOGRAPHIE CRÉÉE DANS LE CADRE DE L'AXE DE TRAVAIL SUR L'ACCC DE L'INTOSAI TÉMOIGNE DE LA RÉSILIENCE ET DE LA CRÉATIVITÉ DES ISC

Quand la pandémie a frappé, certaines ISC ont pu continuer à exercer leurs activités avec efficacité puisqu'elles disposaient d'infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TCI) qui permettaient aux auditeurs d'envoyer des messages, de tenir des réunions virtuelles et d'accéder à des documents depuis le confort de leur foyer. Toutefois, les ISC qui n'avaient pas de connexion Internet ou de réseaux des TCI fiables ont eu un plus de difficulté à assurer la continuité de leurs activités, surtout si les membres du personnel ne pouvaient pas se rendre dans leurs bureaux principaux ou auprès des entités auditées pendant les périodes de confinement.

Néanmoins, les ISC dans des contextes difficiles ont souvent fait preuve de créativité et de résilience durant la pandémie. L'axe de travail de la Commission chargée du développement des capacités (CBC) sur l'audit dans des contextes complexes et difficiles (ACCC) a cherché à capter une partie de cette richesse dans sa [nouvelle infographie Getting Connected](#) [non disponible en français]. Il ne s'agit pas d'un manuel pratique conventionnel, mais plutôt d'un recueil d'idées issues de praticiens. Ce recueil vise à aider les ISC à voir plus large lorsqu'elles envisagent les diverses options possibles pour améliorer la connectivité.

Le recueil vise à rappeler aux ISC pourquoi il est important de « se connecter », à les aider à évaluer où elles en sont actuellement en tant qu'organisation et les encourager à explorer les nombreux outils et options qui peuvent les aider à surmonter les obstacles auxquels elles se heurtent. Bien que la

mise en œuvre de bon nombre des solutions suggérées nécessite l'aide d'un spécialiste des TIC, l'infographie devrait permettre aux non-spécialistes de mieux comprendre les questions qu'il faut se poser, par exemple :

- L'ISC a-t-elle une stratégie et un plan en matière de TIC bien définis et dont les coûts ont été établis?
- L'ISC dispose-t-elle des politiques et des contrôles nécessaires?
- L'ISC a-t-elle relevé ses besoins en matière d'équipements et de logiciels?
- L'ISC a-t-elle déterminé les compétences en TIC dont elle a besoin?

À la fin du document, les lecteurs peuvent trouver une série d'études de cas portant sur certaines des voies qu'ont empruntées des ISC œuvrant dans des contextes complexes et difficiles. Le groupe d'ACCC espère que l'infographie encouragera d'autres ISC à documenter et à communiquer leur parcours. L'infographie présente aussi, d'après l'expérience du groupe d'ACCC même, des conseils pratiques sur la façon de préparer et de diriger des webinaires efficaces.

Avec le temps, l'amélioration de la couverture par satellite rendra les obstacles actuels à la communication moins problématique, mais, entre-temps, les conseils présentés dans l'infographie rendront les communications au sein des ISC, entre celles-ci et auprès des entités qu'elles auditent, un peu plus faciles, c'est à espérer.

UN SÉMINAIRE SUR L'EXAMEN PAR LES PAIRS APPORTE DE PRÉCIEUSES CONNAISSANCES ET PERSPECTIVES

Vladimir Matus, gestionnaire des Relations internationales, Office suprême de contrôle de la Slovaquie

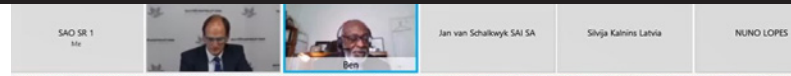
L'Office suprême de contrôle de la Slovaquie, qui assure la présidence de la Sous-commission pour l'évaluation par les pairs de la Commission chargée du renforcement des capacités (CBC), a organisé un séminaire virtuel sur la préparation aux examens par les pairs le 10 novembre 2021. Neuf conférenciers provenant de sept ISC et de la Cour des comptes européenne ont présenté leurs connaissances quant aux procédures d'examens par les pairs ainsi que des expériences concrètes tirées de récents examens par les pairs réalisés auprès de certaines ISC.

Conformément aux pratiques exemplaires, la communauté de l'INTOSAI applique l'instrument d'examen par les pairs pour améliorer continuellement le fonctionnement des ISC membres. Grâce à des évaluations professionnelles indépendantes par des équipes expérimentées d'institutions homologues, les ISC examinées obtiennent des informations précieuses qui les aident à adapter leur fonctionnement pour répondre à des normes plus élevées et obtenir de meilleurs résultats.

En 2019-2020, 18 ISC ont fait l'objet d'examens par les pairs. Bon nombre de ces examens ont porté sur la manière dont les ISC composaient avec la pandémie de COVID-19. Ces examens ont démontré que le travail à distance et l'environnement virtuel constituaient une solution de rechange efficace et appropriée aux interactions en personne et aux déplacements du personnel. Parmi les avantages du travail en ligne, citons d'importantes économies, la possibilité de faire participer plus d'auditeurs aux missions et une plus grande souplesse dans l'organisation des réunions et des entretiens ainsi que dans l'examen et la traduction des documents requis.

Le séminaire a suscité une riche discussion entre les participants sur les défis opérationnels. Il a aussi permis de renforcer la compréhension de l'examen par les pairs en tant que processus continu et à long terme faisant intervenir de multiples parties prenantes, comportant plusieurs analyses et nécessitant un engagement organisationnel et une gestion de projet rigoureuse. Les éléments de l'examen par les pairs, y compris la coopération entre pairs, la préparation du rapport et l'adoption éventuelle des recommandations, présentent un intérêt tant pour les examinateurs que pour les ISC examinées.

Le Vice-Président de l'ISC slovaque, M. Lubomir Andrassy, a procédé à l'ouverture officielle du séminaire en soulignant l'engagement de l'ISC de Slovaquie, qui assure la



La planification et la préparation : les clés du succès de l'examen par les pairs

vice-présidence de la Sous-commission, à encourager la participation des ISC aux examens par les pairs et à faciliter l'échange de connaissances et d'expériences.

Dans son discours liminaire, M^{me} Tsakani Maluleke, Présidente de la CBC et Auditrice générale de l'Afrique du Sud, a souligné le rôle de l'examen par les pairs pour renforcer les capacités des ISC et aider ces dernières à réaliser des audits avec excellence. Elle a attiré l'attention sur l'importance de chercher des synergies dans l'application des méthodes et des principes décrits dans le document [GUID 1900 – Guide d'examen par les pairs](#) et dans le [Cadre de mesure de la performance des institutions supérieures de contrôle](#) [site non disponible en français], qui peuvent accroître la valeur et l'incidence de l'examen par les pairs.

Les présentateurs du séminaire ont transmis des informations précieuses aux ISC qui ont l'intention de se soumettre à un examen par les pairs, notamment des facteurs clés de réussite : définir clairement le but et l'objet de l'examen par les pairs, choisir avec soin les personnes qu'elles souhaitent voir participer au processus et prévoir des communications en temps opportun. Plusieurs présentateurs ont mis l'accent sur deux récents examens par les pairs, à savoir celui de l'ISC de Slovaquie et celui de l'ISC de Roumanie, qui ont été réalisés en grande partie à distance en raison de la pandémie.

La Sous-commission de l'évaluation par les pairs tient à remercier sincèrement tous les présentateurs et les participants qui ont fait de cet événement un succès. Le programme du séminaire et toutes les présentations se trouvent sur le [site Web de la CBC](#) [non disponible en français] et un enregistrement se trouve [ici](#) [non disponible en français]. Au cours de la prochaine année, la Sous-commission prévoit évaluer l'intérêt des ISC à recevoir une formation sur la planification et la réalisation d'examens par les pairs.

Comme il a été mentionné lors du séminaire, la Sous-commission invite les collègues qui s'intéressent à des questions particulières liées à l'examen par les pairs ou qui ont besoin d'aide pour interpréter le document GUID 1900 ou d'autres documents à envoyer leurs questions à l'adresse peerreview@nku.gov.sk. La Sous-commission publiera les réponses dans une section de questions et réponses qui sera créée sur le site Web de la CBC.



L'essor des audits sur l'environnement et le climat

10^e enquête du WGEA sur l'audit environnemental



Groupe de travail sur la vérification environnementale de l'INTOSAI

Vivi Niemenmaa, Secrétaire général, WGEA de l'INTOSAI

Tous les trois ans, le Groupe de travail sur la vérification environnementale (WGEA) de l'INTOSAI publie une enquête qui fait le point sur les audits des enjeux environnementaux réalisés à l'échelle mondiale. L'enquête donne un aperçu des audits que les ISC ont menés ou qu'elles prévoient mener, des ressources consacrées à cette fin, des sujets retenus, des méthodes utilisées pour réaliser les audits et en parler, et des principaux obstacles à leur travail.

La 10^e enquête du WGEA, à laquelle ont répondu 71 ISC, montre une augmentation continue du nombre d'audits environnementaux réalisés et du nombre d'employés y participant, surtout parmi les répondants de l'AFROSIAI et de la PASAI. Le plus souvent, les répondants ont réalisé des audits environnementaux dans le contexte de l'audit de performance, et presque tous les répondants ont indiqué que leurs auditeurs environnementaux avaient de l'expérience en audit de performance.

L'attention croissante accordée aux changements climatiques et aux ODD

Alors que le sujet d'audit le plus courant de 2018 à 2020 était la protection de la nature, l'adaptation aux changements climatiques s'est hissée au premier rang pour la période de 2021 à 2023. Le fait que l'adaptation aux changements

climatiques ne figurait même pas dans la liste des dix principaux sujets d'audit de l'enquête précédente pourrait indiquer que les ISC sont de plus en plus sensibilisées à ce sujet.

Les dix principaux sujets d'audit pour 2021-2023	Nombre d'ISC
L'adaptation aux changements climatiques	28
Les zones protégées et les parcs naturels	24
La foresterie et les ressources ligneuses	23
L'eau potable : qualité et approvisionnement	23
Agriculture	21
L'atténuation des changements climatiques	21
Les déchets solides non dangereux municipaux	19
Les déchets dangereux municipaux	19
Les taxes, redevances, droits, prélèvements et systèmes de consignation environnementaux	19
L'économie circulaire	19

Même si la majorité des ISC interrogées n'avaient pas audité les accords multilatéraux sur l'environnement, ce domaine suscite un intérêt croissant, notamment l'audit de l'Accord de Paris sur le climat, suivi du Programme à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. En outre, le Programme 2030 a influé sur les activités d'audit de nombreuses façons, puisque plus de la moitié des ISC s'appuient maintenant sur les ODD pour sélectionner leurs sujets

d'audit. Les ODD servent aussi de critères d'audit. Seuls 6 % des répondants ont indiqué que le Programme 2030 n'avait eu aucune incidence sur leurs activités d'audit.

Parmi les ODD axés sur l'environnement, de 2018 à 2020, l'ODD 6 (*Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable*) a été l'objectif le plus audité. Pour la période de 2021 à 2023, l'ODD 13 (*Prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions*) sera le sujet le plus répandu. Au niveau régional, les ISC du Sud ont accordé plus d'attention aux ODD que les ISC du Nord.

Les problèmes de données sont les plus grands obstacles

L'enquête a révélé que les obstacles les plus courants dans le cadre de l'audit environnemental sont liés aux données, notamment l'absence même de données ou des difficultés à accéder à des données fiables. Les ISC estiment que les

problèmes de données sont des obstacles plus importants encore que d'autres problèmes comme le manque d'expertise.

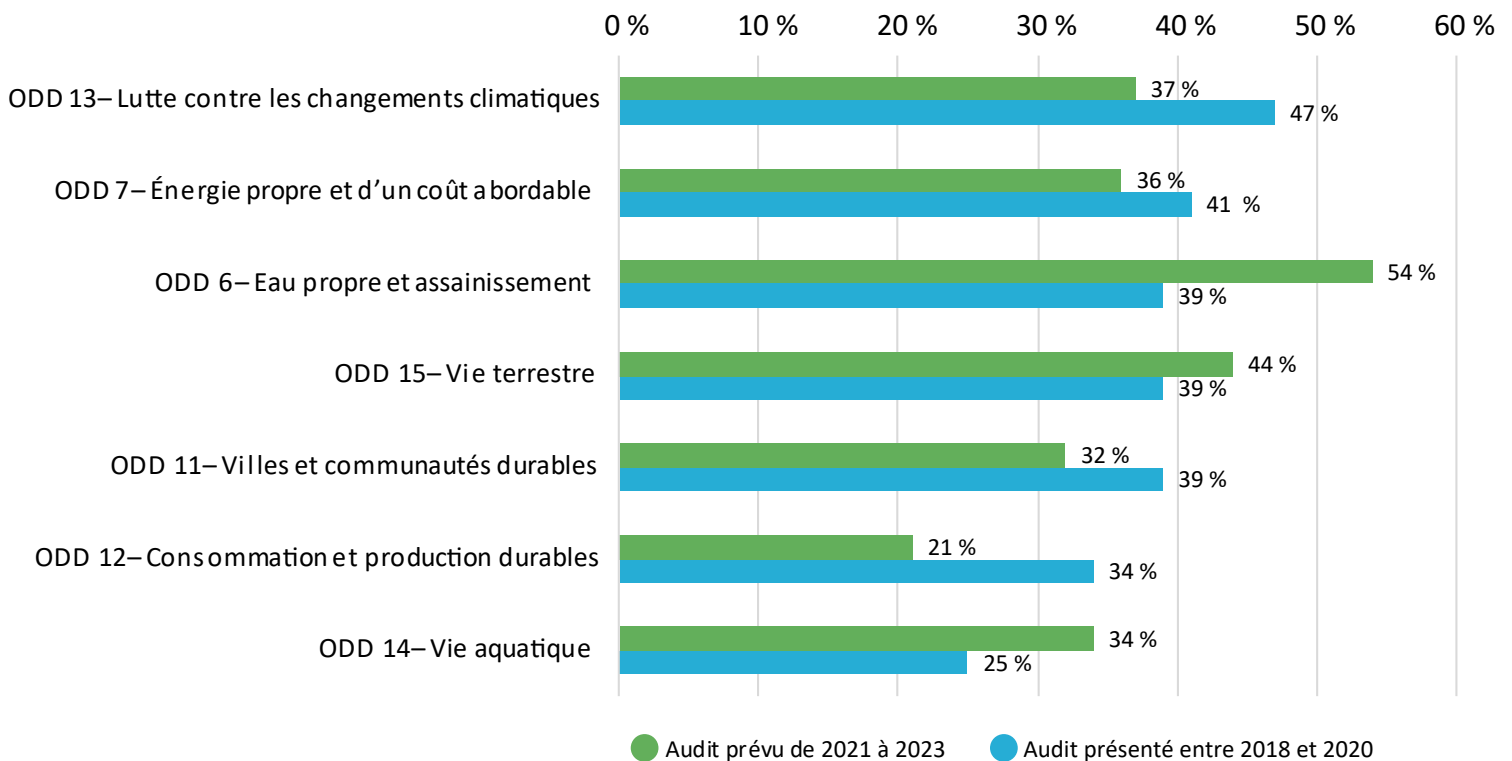
Le travail de bureau a remplacé les visites sur place

Le rapport donne aussi un aperçu de la manière dont les ISC mènent actuellement des audits environnementaux en raison de la pandémie. S'il y a lieu de se réjouir de la capacité de nombreuses ISC à poursuivre leurs activités à distance, la qualité des audits réalisés sans contrôle sur place ou sans observations sur le terrain suscite également de vives inquiétudes. Le message des auditeurs environnementaux est clair : le travail de bureau ne peut à lui seul remplacer les observations sur le terrain.

Pour l'avenir, les ISC prévoient davantage d'activités axées sur les ODD, une formation accrue sur l'audit environnemental et les enjeux liés à l'environnement, ainsi que des échanges de connaissances plus poussés avec d'autres ISC.

L'enquête et l'infographie sont affichées sur le [site Web du WGEA](#) [non disponibles en français].

Les ODD axés sur l'environnement que les ISC ont audités et qu'elles prévoient auditer



LE RAPPORT-BILAN MONDIAL FAIT ÉTAT D'UNE LÉGÈRE AMÉLIORATION EN CONTEXTE DIFFICILE

Camilla Fredriksen, gestionnaire, Global Foundations Unit (IDI)

En septembre 2021, l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) a publié le [Rapport bilan mondial des ISC 2020](#), la quatrième analyse triennale de données obtenues lors de l'enquête mondiale de l'INTOSAI sur la performance et les capacités des ISC. Cette édition couvrant la période de 2017 à 2019 marque le 10^e anniversaire du rapport-bilan mondial, qui est une importante source d'informations sur les besoins des ISC pour l'INTOSAI et les donateurs.

Rapport-bilan mondial

DES ISC 2020

De nombreuses ISC exercent leurs activités dans des cadres difficiles où les mécanismes de reddition de comptes sont sous pression. En dépit de ces difficultés, le rapport-bilan mondial de cette année, auquel 178 ISC ont participé, brosse le portrait d'une communauté d'ISC dont les performances et les capacités s'améliorent lentement. Le présent article résume certains messages clés du rapport.

La conformité des pratiques aux ISSAI nécessite des ressources et des systèmes de qualité robustes

Dans un contexte de recul de la démocratie et d'augmentation des niveaux de corruption, les ISC font des efforts pour adopter les Normes internationales des ISC (ISSAI). Ces efforts semblent conduire à une meilleure compréhension de ce que la mise en œuvre des ISSAI implique réellement, y compris de ce que l'indépendance des ISC devrait signifier dans la pratique.

L'adoption des ISSAI a progressé depuis 2017, 86 % des ISC ayant déclaré les avoir mises en œuvre dans leurs principaux domaines d'audit. Près de la moitié des répondants a adopté les normes telles quelles, et l'autre moitié, des normes nationales fondées sur les ISSAI ou conformes à celles-ci.

Des recherches supplémentaires seront nécessaires pour bien comprendre le contexte à l'origine de ces réponses. Les ISC qui adoptent les ISSAI telles quelles le font peut-être en raison de l'absence de normes d'audit nationales. Pour l'autre moitié des ISC, il est probable que le degré de conformité des normes nationales à l'ensemble des ISSAI varie d'un pays à l'autre.

Cependant, l'adoption des normes n'est qu'une première étape, et le rapport-bilan mondial montre que la conformité des pratiques d'audit aux ISSAI est loin d'être atteinte pour

bon nombre d'ISC. Si 68 % des ISC ont déclaré se conformer en grande partie aux ISSAI, l'analyse d'un échantillon de 42 évaluations [du cadre de mesure de la performance \(CMP\) d'ISC](#) semblerait plutôt indiquer que l'allégation de conformité ne visait que la qualité des manuels d'audit, et non les pratiques d'audit.

Dans l'enquête mondiale, 44 % des ISC ont attribué leur non-conformité aux ISSAI principalement au manque de ressources et à des capacités limitées. Un autre facteur était l'absence d'un système de gestion de la qualité adéquat pour orienter les processus d'audit et remédier aux faiblesses en matière de qualité de façon systématique. Le quart des ISC n'avaient en place aucun des éléments constitutifs d'un système de gestion de la qualité robuste. Compte tenu de ces défis à relever, il est encourageant de constater que près de la totalité des ISC prévoient de renforcer leurs capacités dans des domaines clés, tels que la planification et l'exécution des audits et l'établissement de rapports connexes.

Les menaces à l'indépendance des ISC restent un problème

Le rapport montre clairement que les menaces qui pèsent sur l'indépendance des ISC continuent de poser un grave problème, notamment au vu des résultats en baisse à sept des huit principes de base de la [Déclaration de Mexico](#). Des interventions importunes de l'extérieur ont limité la capacité des ISC à remplir leur mandat, et par le fait même engendré des risques importants pour la transparence et la reddition de comptes. Près de la moitié des ISC ont exprimé leur intérêt à renforcer leur cadre juridique et leur indépendance.

Comme les précédentes enquêtes mondiales l'ont montré, l'autonomie financière et l'autonomie opérationnelle demeurent les points les plus épineux de l'indépendance. En effet, 40 % des ISC ont rapporté une grande ingérence dans l'exécution du budget. Si la plupart des ISC ont affirmé disposer d'une certaine autonomie dans leurs activités quotidiennes, seulement 63 % d'entre elles géraient tous les aspects du recrutement, et environ 70 % ont déclaré que leur personnel était inadéquat quant au nombre ou aux compétences.

Les ISC ont également subi une ingérence directe de la part du pouvoir exécutif dans leurs activités d'audit. Le plus surprenant a été de constater que seulement 44 % des ISC disposaient d'un accès complet et en temps voulu à l'information pour leurs audits, une baisse de 26 % par rapport à 2017.

Par ailleurs, les données laissent entrevoir une corrélation entre les degrés de démocratie et la sélection des programmes d'audit, un domaine où la plupart des ISC bénéficiaient d'une plus grande latitude. Les ISC des pays où l'espace

démocratique était plus restreint faisaient état d'une plus grande ingérence dans la sélection des programmes annuels d'audit. La communication des résultats constituait également un défi, 12 % des ISC n'ayant publié aucun rapport.

L'amélioration de la transparence et de la communication stratégique est nécessaire

Si le renforcement de l'indépendance des ISC est certes essentiel à la surveillance des dépenses publiques, le rapport propose d'autres mesures importantes que les ISC peuvent prendre pour favoriser la transparence et la reddition de comptes et accroître leur incidence.

Le rapport montre que les ISC pourraient être plus transparentes à l'égard de leurs propres activités. Les ISC avaient presque toutes des plans stratégiques, mais seulement 57 % d'entre elles ont fait publiquement le point sur les progrès accomplis dans la réalisation de leurs objectifs. Sur les 72 % d'ISC ayant produit des états financiers, seulement 73 % les ont soumis à un audit externe, et une proportion encore plus faible a publié les résultats. De même, bien que de nombreuses ISC aient procédé à des évaluations de leur CMP, très peu d'entre elles ont fait état publiquement de leurs forces et de leurs difficultés.

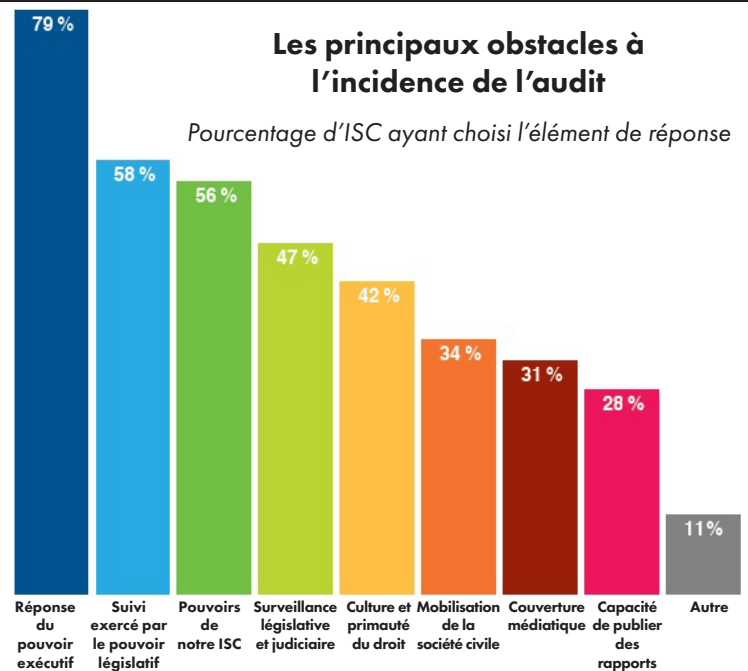
Un indicateur clé de l'incidence des ISC est la mesure dans laquelle leurs recommandations sont mises en œuvre par les entités auditées. Selon les ISC, la moitié seulement de leurs recommandations ont été appliquées de 2017 à 2019. Le rapport-bilan mondial fait état d'une baisse marquée de la proportion d'ISC dotées d'un système interne de suivi des recommandations, ce qui pourrait avoir contribué à atténuer l'incidence des audits.

Selon les ISC, ce qui nuisait le plus à l'incidence des audits était l'absence de réponse de la part du pouvoir exécutif et l'absence de suivi exercé par le pouvoir législatif, une constatation étayée par les données de l'indice sur le budget ouvert. Or moins de la moitié des ISC ont déclaré avoir mobilisé les pouvoirs exécutif et législatif au moment de donner suite aux recommandations d'audit. De nombreuses ISC communiquaient régulièrement avec ces parties prenantes, mais pas toujours de manière stratégique.

Si les ISC doivent faire attention aux alliances qui pourraient nuire à la perception de leur objectivité, elles pourraient mobiliser davantage les parties prenantes des pouvoirs exécutif et législatif pour aider les gouvernements à mieux comprendre comment utiliser les conclusions d'audit. De plus, certains problèmes de nature systémique devraient être communiqués à un échelon plus élevé qu'à l'échelle des entités auditées. Les conclusions de l'enquête réaffirment l'importance d'adopter une approche globale à l'égard des audits et de miser sur une communication stratégique avec les parties prenantes.

Les principaux obstacles à l'incidence de l'audit

Pourcentage d'ISC ayant choisi l'élément de réponse



Les organismes de l'INTOSAI et les ISC fournissent un soutien indispensable

Le rapport confirme le rôle important que jouent les organismes régionaux de l'INTOSAI comme fournisseurs de première ligne d'éléments d'orientation, d'outils et de soutien aux ISC. Les résultats de l'enquête semblent indiquer que ces organisations, qui ont une réelle compréhension du contexte régional, étaient réceptives aux besoins des ISC et qu'elles ont mis au point leurs initiatives avec l'apport des membres. Leur soutien visait surtout la capacité d'audit, mais elles ont le potentiel d'en faire davantage pour aider les ISC à améliorer aussi d'autres aspects. De plus, l'enquête mondiale a mis en lumière l'utilisation répandue de normes, d'éléments d'orientation et de ressources élaborés par d'autres organismes de l'INTOSAI, comme les Commissions d'objectifs.

L'enquête mondiale a aussi permis d'évaluer la façon dont les membres de l'INTOSAI travaillent les uns avec les autres. Les audits coopératifs demeurent un moyen répandu de collaboration et d'échange de connaissances, 75 % des répondants, toutes régions confondues, ayant participé à ces efforts.

Soixante et onze ISC ont déclaré avoir apporté un soutien de pair-à-pair à d'autres ISC, contre 87 en 2017; cette baisse peut s'expliquer par le besoin signalé de financement externe pour ces efforts. Même si 67 ISC se sont déclarées prêtes à diriger ou à soutenir ces initiatives dans la période à venir, la demande de soutien par les pairs ne pourra être satisfaite sans partenaires donateurs supplémentaires.

L'ANNEXE DE L'IDI SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES INDIQUE QUE LES ISC DOIVENT RENFORCER LEURS CAPACITÉS POUR ÊTRE ENCORE PLUS ACTIVES SUR LES QUESTIONS DE GENRE

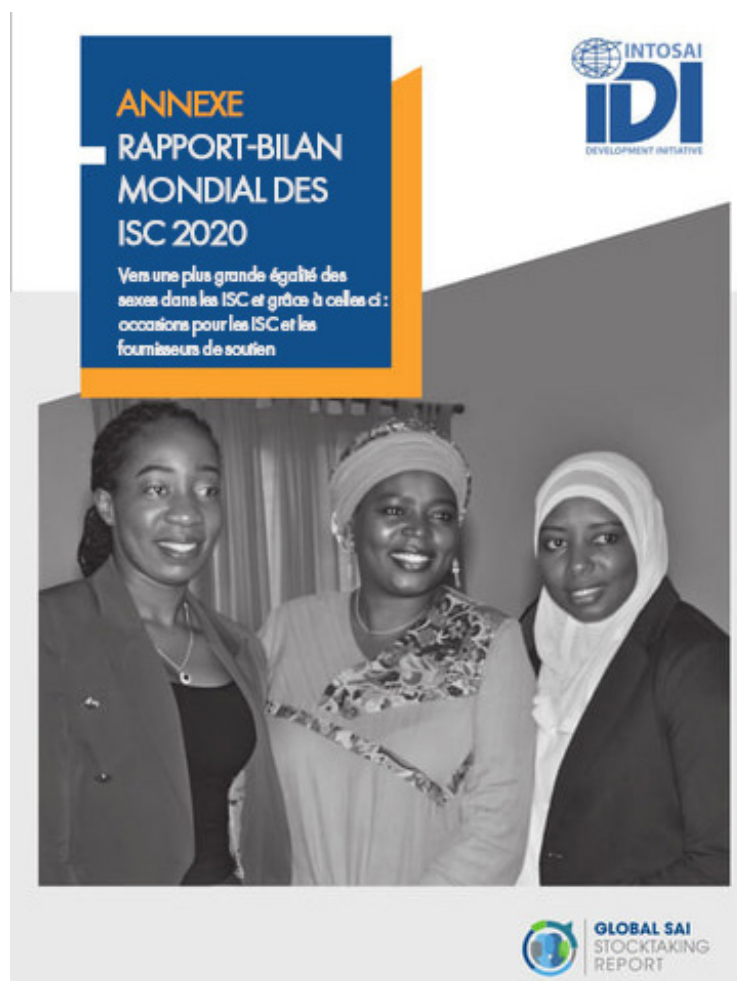
Camilla Fredriksen, gestionnaire, Global Foundations Unit (IDI)

Le 10 décembre 2021, l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) a lancé une [annexe spéciale sur les questions de genre](#) dans le cadre du rapport-bilan mondial 2020. Intitulée *Towards Greater Gender Equality in and through SAIs – Opportunities for SAIs and Support Providers* (vers une plus grande égalité des sexes dans les ISC et grâce à celles-ci : occasions pour les ISC et les fournisseurs de soutien), l'annexe examine les engagements pris par les ISC relativement aux questions de genre et les mesures concrètes qui ont découlé de ces engagements.

L'analyse des réponses de 178 ISC dresse le portrait d'une communauté d'ISC où la proportion d'hommes et de femmes au sein du personnel est équilibrée, mais où des efforts sont nécessaires pour promouvoir les femmes aux postes de direction. Les femmes ne représentent que 29 % des dirigeants d'ISC et 39 % des cadres supérieurs d'ISC.

Cet écart peut être dû au fait que les plans stratégiques de moins d'un tiers des ISC prévoient des mesures sur l'égalité des sexes. En fait, moins de 10 % des ISC ont entrepris une analyse comparative entre les sexes pour orienter leur planification stratégique, ce qui signifie que la base de connaissances permettant de cerner les stratégies appropriées fait également défaut. L'Organisation africaine des ISC anglophones (AFROSAI-E) et le Conseil régional de formation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Afrique francophone subsaharienne (CREFIAP) sont des champions de la promotion de l'égalité des sexes au niveau institutionnel.

En matière d'audit, seulement 21 % des ISC se sont engagées dans leurs plans stratégiques à intégrer les questions de genre à leurs travaux. De même, seulement 24 % des ISC ont entrepris des audits axés sur les questions de genre de 2017 à 2019. Il s'agissait pour l'essentiel d'audits portant sur le cinquième objectif de développement durable des Nations Unies, l'égalité des sexes, réalisés par 70 % des ISC de la région de l'Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Amérique latine et des Caraïbes (OLACEFS). Sur l'ensemble des ISC à l'échelle mondiale, seulement 14 % ont commencé à intégrer les questions de genre dans leurs audits.



Ces résultats portent à croire qu'il y a lieu de renforcer la capacité des ISC à améliorer l'égalité des sexes. Pourtant, seulement 23 % des ISC se sont engagées à développer les capacités de leur personnel à cet égard, et moins de 10 % des ISC ont reçu un soutien au développement des capacités sur les questions de genre au cours des dernières années.

Il est intéressant de noter que, sur les 25 % d'ISC à l'échelle mondiale qui comptent renforcer leurs capacités sur les questions de genre au cours de la période à venir, bon nombre proviennent des régions de l'AFROSAI-E, du CREFIAP et de l'OLACEFS. C'est donc dire que les ISC dont les travaux tiennent déjà compte des questions de genre sont conscientes qu'elles devront systématiquement développer des capacités dans l'ensemble de leurs institutions pour être encore plus actives à cet égard.

LE GENRE ENTRE EN LIGNE DE COMPTE

COMMENT LES ISC PEUVENT-ELLES DONC CONTRIBUER À LA PRISE EN COMPTE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES?

L'IDI PUBLIE UNE VIDÉO SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

Le 25 novembre 2021, la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'IDI a publié une vidéo sur la manière dont les ISC peuvent tenir compte de l'égalité des sexes (« [Gender counts : So how can Supreme Audit Institutions contribute to accounting for gender equality?](#) »). La vidéo vise à promouvoir comment les ISC peuvent contribuer à l'égalité des sexes dans le cadre de leurs fonctions d'audit et en tant qu'organisations. La publication de la vidéo s'inscrit dans une initiative de l'IDI sur les médias sociaux à l'occasion de la [campagne mondiale des 16 jours](#) d'activisme contre la violence fondée sur le sexe.

La vidéo souligne qu'un monde pacifique, prospère et durable est irréalisable sans l'atteinte de l'égalité des sexes et la compréhension du concept de l'intersectionnalité. Celui-ci désigne la manière dont les personnes peuvent être touchées par différentes formes de discrimination et de désavantages fondés sur l'action croisée de facteurs d'identité et d'expériences, comme le sexe, la race et la classe sociale.

Selon la vidéo, les ISC peuvent jouer un rôle actif dans la lutte contre l'inégalité entre les sexes en prenant les mesures suivantes :

- corriger les inégalités entre les sexes et briser les plafonds de verre au sein de leurs propres organisations;
- tenir compte de la différence entre les sexes dans les travaux d'audit, notamment en auditant les engagements des gouvernements en matière d'égalité des sexes, tels que les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, en particulier l'ODD 5 (*Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles*);
- collaborer avec d'autres organismes et des organisations de la société civile pour demander des comptes aux gouvernements, amplifier l'incidence des audits, communiquer au sujet de l'égalité des sexes et promouvoir cette question.

L'un des principaux thèmes liés à l'ODD 5 abordés dans la vidéo est la violence sexiste, à laquelle est confrontée une femme sur trois dans le monde. La violence sexiste entraîne des coûts personnels, sociaux et économiques énormes. Les ISC peuvent participer à la lutte contre la violence sexiste, entre autres en évaluant comment les gouvernements s'attellent au problème dans leur planification des ressources et leurs dépenses.

La vidéo présente des exemples inspirants d'ISC qui contribuent à l'égalité des sexes, notamment au Costa Rica, en Ouganda et aux Fidji, et souligne l'engagement de l'IDI à soutenir les ISC dans cette entreprise.

RENFORCER LA RELATION ENTRE LES ISC ET LE FMI

Martin Aldcroft, directeur principal, Unité de soutien stratégique, IDI

Le Fonds monétaire international (FMI), en tant que prêteur international en dernier ressort, a été le principal fournisseur de financement d'urgence en réponse à la COVID-19. Il a mis à la disposition de plus de 85 pays un montant sans précédent de **250 milliards de dollars**. Ces fonds, utilisés en grande partie comme soutien aux budgets nationaux, ont été essentiels pour soutenir les réponses des gouvernements à la pandémie.

Cependant, la rapidité avec laquelle ces sommes importantes ont été distribuées a exacerbé le risque d'utilisation inefficace ou inadéquate. La prise de mesures d'urgence, comme l'approvisionnement simplifié en équipements médicaux et en vaccins, a affaibli les systèmes de finances publiques des pays bénéficiaires. En outre, le FMI a fourni ces fonds dans leur intégralité et sans délai, en laissant de côté certains des mécanismes de contrôle habituels de l'organisation.

Conscient de ces risques, le FMI a encouragé les pays à « **faire tout ce qu'il faut, mais à garder les reçus** », c'est-à-dire à agir rapidement, tout en redoublant d'efforts pour assurer la transparence et la reddition de comptes à l'égard des dépenses publiques. Les ISC ont le mandat, la capacité et l'expérience nécessaires pour jouer un rôle de premier plan dans cette entreprise. Toutefois, pour que la surveillance de l'utilisation des fonds d'urgence soit la plus efficace possible, le FMI et les ISC doivent parvenir à une meilleure compréhension mutuelle et renforcer le dialogue et la coopération.

Le présent article résume certains messages clés d'un [article](#) récemment publié par l'IDI sur le renforcement du rôle des ISC dans l'audit du financement d'urgence du FMI. Bien que le document se concentre sur la relation entre les ISC et le FMI, nombre de ses concepts s'appliquent également au financement d'urgence provenant d'autres partenaires et acheminé par les systèmes nationaux.



L'importance d'inclure les ISC dans les discussions sur les conditions de l'aide d'urgence

Pendant la pandémie, les ISC ont utilisé un éventail d'outils pour améliorer la transparence et la reddition de comptes à l'égard de l'utilisation du financement d'urgence. De nombreuses ISC ont mené des audits en temps réel, soit des audits de conformité ciblés au moyen de processus simplifiés et dans de courts délais, pour examiner les domaines à risque élevé et produire rapidement des rapports. D'autres ISC ont audité l'utilisation du financement d'urgence dans le cadre de leurs audits annuels des états financiers liés au budget de l'État. Des ISC ont également effectué des audits de performance, portant par exemple sur le cadre institutionnel de réception, de distribution et d'utilisation de dons de fournitures pour la lutte contre la pandémie.

Toutefois, les ISC devraient non seulement appliquer des contrôles a posteriori, mais aussi être invitées à participer activement aux discussions menées avec le FMI et d'autres organisations donatrices au sujet des engagements d'audit liés au soutien, avant la distribution des fonds.

Pour remédier aux vulnérabilités à la fraude et à la corruption associées au financement d'urgence, le FMI prévoit des garanties particulières dans les lettres d'intention rattachées aux accords de financement, c'est-à-dire les engagements des pays bénéficiaires à prendre certaines mesures. Ces engagements varient considérablement, mais stipulent souvent que l'ISC du pays doit auditer l'utilisation du financement d'urgence.

Pour parvenir à un accord sur ces engagements, le FMI travaille généralement avec les ministres des Finances et les gouverneurs de la banque centrale du pays bénéficiaire. Cependant, cette pratique représente un risque pour l'indépendance des ISC et les empêche d'apporter une contribution essentielle au dialogue.

Bien que l'indépendance des ISC revête de nombreuses dimensions, le troisième principe de la [Déclaration de Mexico](#) est particulièrement pertinent pour l'audit du financement d'urgence. Il énonce en effet que l'organe législatif et l'organe

exécutif ne peuvent ni diriger les ISC ni faire preuve d'ingérence dans la sélection des questions à auditer. Heureusement, il semble que, même si les ISC ont été largement exclues des discussions sur les engagements d'audit à inclure dans les lettres d'intention, elles aient eu dans la pratique toute la latitude nécessaire pour interpréter la manière dont ces engagements doivent se concrétiser. Une [enquête de l'IDI](#) examinant l'incidence de la pandémie sur l'indépendance des ISC révèle que 94 % des ISC ayant répondu étaient libres de décider de leurs audits, y compris ceux portant sur les dépenses d'urgence liées à la COVID-19.

Faire participer les ISC au dialogue sur les engagements d'audit ne fait pas que respecter et protéger leur indépendance. Cela permet également aux ISC de fournir des renseignements précieux à propos des facteurs qui influent sur la possibilité et la manière d'auditer l'utilisation des fonds d'urgence, tels que la façon dont ces fonds sont acheminés, comptabilisés et déclarés dans le système de gestion des finances publiques du pays. Ces données peuvent aider à déterminer le type et le sujet d'audit, les entités auditées et les calendriers d'audit prévus pour les engagements.

En nouant le dialogue avec un groupe élargi de parties prenantes, le FMI pourrait être confronté à des divergences d'opinions et aux rapports difficiles entre les ISC et le pouvoir exécutif. Cependant, ces discussions pourraient déboucher sur une série d'engagements mieux adaptés au contexte de chaque pays et définis avec soin de façon à garantir la transparence et la responsabilité.

La prise en compte des limites dans les engagements d'audit

Un autre facteur clé dont le FMI et les ISC devraient discuter est la capacité des ISC à mettre en œuvre les engagements d'audit énoncés dans les lettres d'intention. Les accords assortis de l'exigence que les ISC incluent l'audit de l'utilisation des fonds d'urgence dans leurs plans d'audit pourraient n'être d'aucune utilité si les ISC ne disposent pas de l'indépendance et du mandat légal appropriés, de l'accès aux documents nécessaires, de ressources suffisantes et du droit de publier leurs conclusions en temps voulu. Les engagements relatifs à l'audit des fonds d'urgence devront peut-être s'accompagner d'autres mesures visant à résoudre ces problèmes.

Dans certains cas, les limites peuvent se situer au-delà de la capacité de l'ISC d'auditer l'utilisation des fonds d'urgence et concerner la fonctionnalité ou l'incidence de l'ISC. Les principes clés de l'engagement dans ces circonstances sont les suivants :

- Soutenir les institutions de l'État existantes plutôt que de les contourner;
- Reconnaître que l'audit est un processus cyclique qui s'inscrit dans le cadre plus large de la bonne gouvernance financière, et non un effort d'urgence ponctuel;
- Établir un lien entre les limites des ISC et le développement durable des capacités, le dialogue sur les politiques, la conditionnalité future et la coopération internationale.

Les propositions de politiques pour les ISC et le FMI

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence le statut de partenaires naturels des ISC et du FMI, qui partagent des objectifs communs, tels que :

- Garantir l'utilisation efficace et légale des fonds d'urgence aux fins prévues;
- Maintenir la discipline financière et la capacité des pays membres du FMI à rembourser les prêts;
- Favoriser la transparence et la reddition de comptes dans l'utilisation des fonds d'urgence;
- Réduire la vulnérabilité en matière de gouvernance et contribuer à la lutte contre la corruption.

Un resserrement de la collaboration aiderait le FMI et les ISC à atteindre ces objectifs, ainsi qu'à améliorer leurs relations avec leurs parties prenantes respectives. À cette fin, le FMI, ses pays membres et les ISC devraient envisager les mesures suivantes, en fonction de leur pertinence pour chaque pays :

Les ISC et le FMI. Établir un dialogue pour mieux comprendre les rôles de chacun, cerner les objectifs communs et déterminer comment relever les défis auxquels les ISC sont confrontées dans l'exécution de leur mandat d'audit.

Les ISC. Revoir et, si nécessaire, mettre à jour leurs plans d'audit annuels pour tenir compte des risques émergents et de l'évolution des attentes des parties prenantes en raison de la pandémie, tout en reconnaissant au FMI le statut de partie prenante ayant des objectifs communs.

Le FMI. Reconnaître que les ISC sont les principaux organismes responsables de l'audit de l'utilisation des fonds d'urgence. S'assurer, dans la mesure du possible, que les engagements d'audit sont définis dans le cadre d'un dialogue avec l'ISC, qu'ils respectent l'indépendance de l'ISC, qu'ils reflètent la situation du pays et qu'ils prévoient les mesures nécessaires pour permettre aux ISC de tenir leurs engagements d'audit. Intégrer le rôle des ISC à ses travaux de surveillance à l'échelon des pays.

Les membres du FMI. Respecter l'indépendance des ISC lorsqu'ils discutent et conviennent des engagements visant les ISC dans les accords de financement.



L'OLACEFS TIENT SA XXX^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

La XXX^e assemblée générale ordinaire de l'OLACEFS s'est déroulée du 1^{er} au 3 décembre 2021 à Carthagène des Indes, en Colombie. La réunion tant attendue s'est tenue sous forme hybride, les membres et les équipes ayant participé activement en personne et virtuellement.

Les participants à l'événement ont discuté de la manière d'améliorer la gestion de l'audit dans le secteur public, fait rapport sur les progrès de l'organisation à l'échelle régionale et mondiale, échangé des connaissances et des expériences, et renforcé leurs liens de collaboration. Parmi les thèmes abordés, citons « Le contrôle préventif : vers une approche opportune et efficace des ISC à l'égard d'éventuelles irrégularités dans la gestion publique » et « Les droits de la personne, un défi pour les ISC ».

Les principaux résultats obtenus lors de la séance administrative de l'Assemblée sont les suivants :

- L'ISC de la Bolivie a été réélue comme auditeur des états financiers de l'OLACEFS pour 2022-2023;
- La politique de l'OLACEFS en matière d'égalité des sexes et de non-discrimination a été approuvée;

- Il a été confirmé que l'ISC du Mexique organisera la XXXI^e assemblée générale ordinaire en 2022, et l'ISC du Pérou, la XXXII^e assemblée générale ordinaire en 2023;
- L'OLACEFS demandera à l'INTOSAI de proclamer une « Journée internationale des auditeurs du secteur public ».

L'approbation de la politique de l'OLACEFS en matière d'égalité des sexes et de non-discrimination a été le point culminant d'une longue démarche, les ISC de l'OLACEFS ayant reconnu l'importance d'intégrer une perspective sexospécifique dans le cadre de leurs travaux. L'égalité des sexes étant l'un des objectifs de développement durable (ODD 5) des Nations Unies, le groupe de travail de l'OLACEFS sur l'égalité des sexes et la non-discrimination a élaboré une politique qui reflète ce principe.

Au nombre des participants figuraient plus de 20 ISC de la région, des membres associés de l'OLACEFS, plusieurs ISC de la communauté élargie de l'INTOSAI et des organisations collaboratrices. L'OLACEFS tient à remercier le Bureau du Contrôleur général de la République de Colombie, hôte de l'assemblée générale, pour l'excellente organisation de cet événement réussi.

L'OLACEFS TIEN DES CONFÉRENCES SUR LE CONTRÔLE GOUVERNEMENTAL

Du 1^{er} octobre au 3 novembre 2021, l'OLACEFS a tenu une série réussie de conférences sur le contrôle gouvernemental, afin de marquer le 6^e anniversaire du lancement des objectifs de développement durable des Nations Unies (ONU). Les 22 conférences ont attiré un auditoire en ligne de plus de 15 000 personnes.

L'événement visait à offrir une tribune propice à l'échange de connaissances et d'expériences à l'échelle régionale sur des questions liées au contrôle gouvernemental, à la gestion publique, à l'innovation, à la technologie, à la participation citoyenne et au Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU, entre autres. Parmi les intervenants figuraient les ISC de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de la



Colombie, de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de Porto Rico, de la République dominicaine et du Salvador.

La présidence de l'OLACEFS se réjouit de la participation des dirigeants d'ISC, des conférenciers et des invités de la région et de l'INTOSAI.

LA CTIC DE L'OLACEFS AIDE LES ISC À ACCROÎTRE L'INCIDENCE DE LEUR TRAVAIL GRÂCE À LA TECHNOLOGIE

Francisco J. Fernández, Auditeur général de la Nation

En 2021, la [Commission sur les technologies de l'information et de la communication \(CTIC\)](#) de l'Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques de l'Amérique latine et des Caraïbes (OLACEFS) a déployé de nombreux efforts pour aider les ISC de la région à accroître l'incidence de leur travail au moyen des technologies de l'information. La CTIC est présidée par Francisco Javier Fernández, auditeur général, au nom du Bureau d'audit général de l'Argentine.

La CTIC a invité les ISC intéressées à se joindre à un groupe de travail sur les mégadonnées et l'intelligence artificielle, en vue de créer un portail de données ouvertes pour la région. Le site Web, [datos.olacefs.com](#), sera accessible à compter de 2022. Il permettra aux ISC, aux administrations et aux autres parties prenantes concernées de consulter et de communiquer des données normalisées.

Cette initiative s'appuie sur les progrès réalisés par les administrations de la région — dont plusieurs communiquent maintenant des données sur leurs sites Web — en matière de transparence et de numérisation des données. Dans le cadre de son travail à l'égard des mégadonnées, la CTIC a organisé



un webinaire sur l'utilisation de Python par les auditeurs. Ce webinaire présentait de l'information sur les outils dont les ISC peuvent se servir pour analyser d'importants volumes de données dans leurs audits.

En collaboration avec la Banque interaméricaine de développement et d'autres membres de l'OLACEFS, la CTIC a dirigé un projet de « [cartographie numérique](#) », dont les résultats ont ensuite été diffusés. Cette initiative visait à évaluer le recours aux technologies de la communication par les ISC de la région, puis à proposer des stratégies pour en élargir la portée.

La CTIC a continué à faire connaître le site Web [ods.olacefs.com](#), qui permet aux ISC, à la société civile et au public de consulter de l'information sur les progrès accomplis à l'égard de la mise en œuvre du Programme 2030 des Nations Unies dans la région. Le site Web contient plus de 210 publications et il a été consulté environ 4 700 fois en un an.

La nouvelle réalité découlant de la pandémie met en évidence un principe sur lequel repose le travail de la CTIC : la technologie est un outil stratégique essentiel qui permet aux ISC de surmonter avec brio les défis dans un contexte de mondialisation.



POBREZA Y *Género* AUDITANDO EL ODS 1

PAUVRETÉ ET GENRE : AUDIT DE L'ODD 1 DANS LES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE

Lors de la réunion annuelle de l'Organisation des institutions supérieures de contrôle (ISC) du Marché commun du Sud (Mercosur) et des pays associés (EFSUR), le 18 novembre 2021, un rapport sur l'état d'avancement a été présenté afin d'aider à cerner et à évaluer les politiques qui appuient l'objectif de développement durable (ODD) 1 (*éliminer la pauvreté*) sous la question du genre. Les ISC de l'Argentine, de la Bolivie, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, du Paraguay et du Pérou, de même que le Contrôleur de Bogotà, ont participé à cet examen important, qui portait sur l'augmentation de la pauvreté chez les femmes dans la région.

Selon la note de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies intitulée « [L'impact de la COVID-19 sur les femmes](#) », la pandémie a accentué les inégalités des genres — notamment en ce qui a trait au temps consacré aux soins et aux tâches domestiques — et pourrait réduire à néant les progrès limités réalisés au cours des dernières décennies. L'EFSUR a entrepris d'analyser les répercussions de la pandémie sur les taux de pauvreté et sur les inégalités des genres.

L'EFSUR poursuivra l'examen des politiques mises en œuvre pour appuyer l'ODD 1 sous la question du genre. Pour ce faire, il procédera à un nouvel audit coordonné, qui s'amorcera en 2022. Cet audit exploitera les résultats de travaux importants

déjà exécutés. Les audits coordonnés de l'ODD 1 qui ont été menés en 2016 et en 2019 visaient les cibles 1.2 (pauvreté multidimensionnelle) et 1.4 (services de base) sous la question du genre.

Conformément aux recommandations de l'INTOSAI et de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), le groupe de coordination technique de l'EFSUR a défini des indicateurs pour mesurer l'état de préparation des pays à la mise en œuvre de l'ODD 1. Ces indicateurs portaient sur trois éléments : l'adaptation des objectifs à la question du genre, les mécanismes visant à assurer la conformité aux cibles 1.2 et 1.4, et le suivi et l'évaluation des résultats.

Les recommandations découlant des audits coordonnés comprenaient notamment les suivantes :

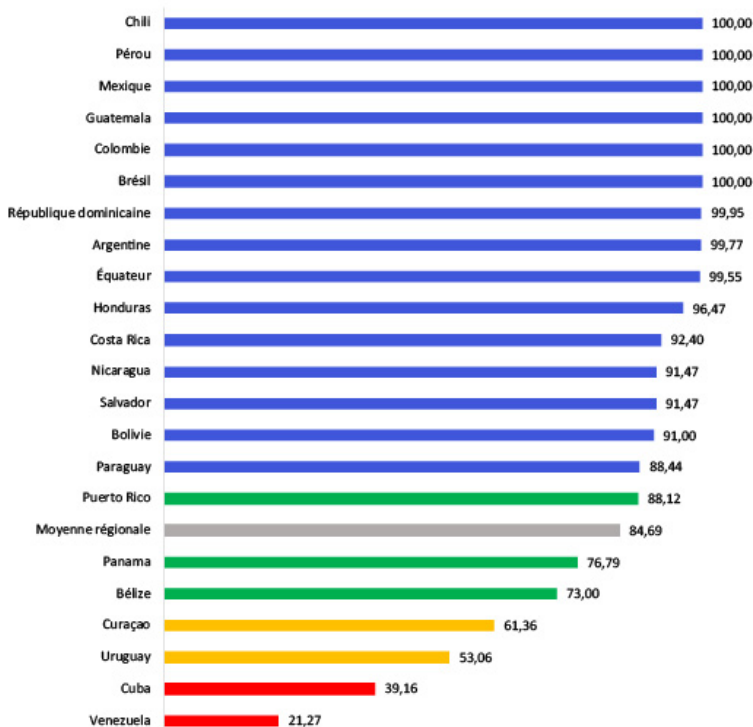
- Mettre en œuvre des mécanismes de participation des citoyens au processus de conception, de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques
- Intégrer la question du genre de la planification initiale à l'évaluation finale
- Évaluer et améliorer les outils de mesure conventionnels, et définir des indicateurs propres au genre

L'OLACEFS ÉVALUE LA DISPONIBILITÉ DE L'INFORMATION DES ISC AU PUBLIC

La Commission technique pour les bonnes pratiques de gouvernance de l'Organisation des institutions supérieures de contrôle d'Amérique latine et des Caraïbes (OLACEFS), dirigée par M. Jesus Rodriguez, Président du Bureau d'audit général de l'Argentine, a publié le quatrième indice de disponibilité de l'information au public sur la gestion des ISC (IDIGI-EFS 2021). L'organisation Corporación Acción Ciudadana Colombia (AC-Colombia), de la société civile, a contribué à ce projet.

L'IDIGI-EFS détermine la mesure dans laquelle les ISC mettent à la disposition du public, sur leurs sites Web, des informations sur divers sujets, notamment les cadres et contrôles institutionnels, l'étendue et les résultats des audits et la reddition de compte. La disponibilité de ce type d'information est essentielle pour permettre aux citoyens de demander des comptes aux administrations. Les ISC du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Guatemala, du Mexique et du Pérou dominent le classement de l'indice.

Classement général des résultats de l'IDIGI-EFS 2021

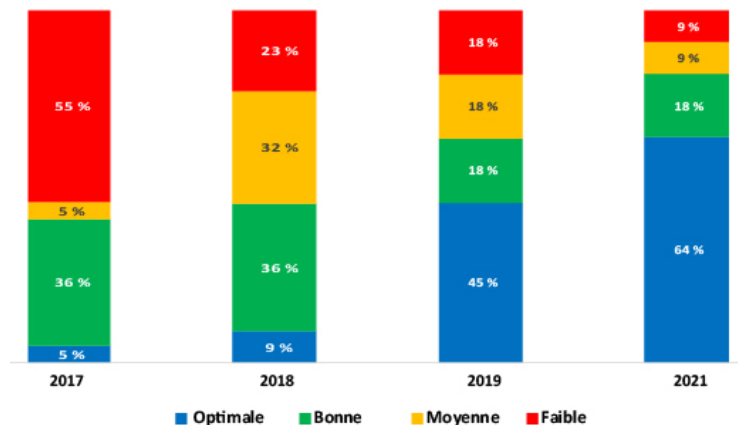


La moyenne régionale de la disponibilité de l'information des ISC s'établissait à près de 85 %, ce qui correspond à une augmentation d'environ 33 % par rapport à la moyenne régionale établie dans le premier indice, en 2017.

En 2017, 5 % des ISC de l'OLACEFS affichaient un niveau élevé de disponibilité de l'information, contre 64 % en 2021. En outre, en 2017, 55 % des ISC de la région avaient un faible niveau de disponibilité de l'information, comparativement à 9 % en 2021.

IDIGI-EFS

Variation annuelle du classement de la disponibilité des informations des ISC



L'indice 2021 fournit également une mesure de la disponibilité de l'information relative aux audits des dépenses publiques sur la pandémie de COVID-19. L'indice a aussi permis d'établir une moyenne régionale de près de 65 % pour la disponibilité de ce type d'informations. Ce pourcentage moyen signifie que les informations disponibles fournissent des informations de base pour faciliter la surveillance par les citoyens. Sept ISC (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Guatemala, Mexique et Pérou) ont fourni de nombreuses informations sur la COVID-19.

Les ISC régionales ont accompli des progrès grâce à l'élaboration de stratégies novatrices de communication des résultats d'audit au public. Cependant, d'autres mesures sont requises pour renforcer les efforts de collaboration des entités auditées, des citoyens et des autres parties prenantes en vue d'accroître l'incidence de l'audit et d'améliorer la qualité des services gouvernementaux.

L'IDIGI-EFS s'est avéré un outil important pour encourager les ISC de la région à continuer d'élargir l'accès du public à l'information. Cette initiative, qui peut servir de bonne pratique pour d'autres membres de la communauté de l'INTOSAI, fournit également des contributions précieuses au [Cadre de mesure de la performance des ISC](#). Le rapport complet sur les résultats de l'indice 2021 peut être consulté [ici](#).

LA TASK FORCE DE L'EUROSAI SE PENCHE SUR LA GESTION DES BIENS IMMOBILIERS MUNICIPAUX

Les 3 et 4 novembre 2021, les membres de la Task force sur l'audit des municipalités (TFMA) de l'Organisation européenne des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (EUROSAI) se sont réunis à Budva, au Monténégro, dans le cadre de leur cinquième réunion annuelle et séminaire sur la gestion des biens immobiliers municipaux. L'événement a réuni, en personne et à distance, 80 participants de 27 pays.

Au cours du séminaire, les participants ont transmis leurs connaissances et fait part de leurs expériences sur les questions clés concernant la gestion des biens immobiliers municipaux, laquelle joue un rôle important dans le développement de l'économie et de la main-d'œuvre. Des experts ont présenté des exposés sur une variété de sujets, notamment le compendium d'audit préparé par les ISC de Lituanie et de Serbie. Ce compendium fournit une synthèse des résultats des audits menés par dix membres de la Task force dans le domaine de la gestion des biens immobiliers municipaux entre 2016 et 2021.

Les défis posés par la pandémie de COVID-19, qui a entraîné une baisse des revenus immobiliers et une hausse des coûts immobiliers, du télétravail et des services à distance, ont suscité un intérêt particulier. Dans ce contexte difficile, les municipalités doivent faire preuve de créativité et recentrer les priorités en matière d'infrastructure et utiliser les biens immobiliers de manière novatrice pour fournir des services publics.

Au cours de la réunion, les participants ont également discuté des activités de la Task force et des résultats obtenus, ainsi que de son plan d'action stratégique et des initiatives éventuelles. Les membres de la Task Force se sont principalement penchés sur la manière dont les municipalités ont géré la pandémie et ont contribué à la mise en œuvre des objectifs de développement durable des Nations Unies.

La TFMA de l'EUROSAI a été créée en 2016, sur l'initiative du Bureau national d'audit de Lituanie. Celui-ci assume la présidence de la TFMA depuis sa création. La TFMA est composée de 27 ISC européennes membres, et deux autres institutions se sont vues accorder le statut d'observateur. Des renseignements supplémentaires sur l'événement peuvent être consultés [ici](#).





L'EUROSAI PARTICIPE À LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le 4 novembre 2021, dans le cadre de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) qui s'est tenue à Glasgow, l'EUROSAI et la Cour des comptes européenne (ECA) ont organisé une table ronde intitulée « Translating Climate Ambition into Delivery ». Environ 200 représentants d'États, d'institutions de recherche et d'audit et de la société civile étaient présents.

Sur l'initiative de l'Auditeur général d'Israël, Vice-président de l'EUROSAI, l'événement s'est tenu au pavillon de l'Union européenne et a été organisé par le Bureau d'audit d'État de la Lettonie. L'enregistrement vidéo de la table ronde peut être visionné [ici](#).

Dans son discours d'ouverture, Mme Eva Lindström, membre de l'ECA, a souligné que les auditeurs devraient apporter un regard réaliste sur les mesures concrètes qui seront prises en vue d'un avenir durable. Lançant la discussion, M. Rolands Irklis, Auditeur général de la Lettonie, a déclaré : « Alors que les dépenses liées aux changements climatiques augmentent, les administrations doivent améliorer leurs efforts pour rendre ces dépenses efficaces et productives pour le bien de notre société. »

Au cours de l'événement, des membres de l'EUROSAI, les ISC d'Israël et du Royaume-Uni, et l'ECA ont présenté des études de cas d'audits réalisés en matière de changements climatiques. Le but de ces audits était d'aider les administrations à maximiser la performance des dépenses publiques pour atteindre les cibles axées sur les changements climatiques. Les témoignages des conférenciers ont mis en lumière la complexité et les défis, ainsi que les avantages, de ces audits intersectoriels.

M. Matanyahu Englman, Contrôleur de l'État d'Israël, a conclu la rencontre en soulignant le rôle important des ISC dans la reddition de comptes des gouvernements. « En tant qu'ISC, nous participons à la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques pour la première fois, et nous avons un rôle clair à jouer pour évaluer les plans des gouvernements, apporter notre point de vue et encourager les États à apporter les changements appropriés pour maximiser l'efficacité. »

Le 8 novembre, s'appuyant sur la table ronde de l'EUROSAI-ECA, le Groupe de travail pour la vérification environnementale de l'INTOSAI a organisé un événement au cours duquel les membres de l'INTOSAI et de l'EUROSAI ont discuté plus avant du renforcement des capacités en matière d'audit environnemental afin de soutenir l'objectif de développement durable 13 des Nations Unies (*prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions*).

ÉVALUATION PAR LES PAIRS : UNE APPROCHE POUR RENFORCER LA CONFIANCE, LA REDDITION DE COMPTES ET LA CRÉDIBILITÉ

ENTRETIEN AVEC M. BENJAMIN NELSON, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GAO POUR LA POLITIQUE D'AUDIT ET L'ASSURANCE QUALITÉ

M. Nelson dirige les préparatifs du Bureau de reddition de comptes du gouvernement (GAO) des États-Unis pour l'évaluation externe par les pairs et son programme annuel d'inspection interne, ainsi que la formation à l'assurance qualité et l'élaboration et la mise en œuvre de la politique d'audit. Il fournit des conseils, au niveau national et international, sur des questions relatives aux systèmes d'assurance qualité en matière d'audit, à l'évaluation par les pairs et à la conformité.

Il a également dirigé des évaluations par les pairs à l'échelle internationale. Avant d'occuper ses fonctions actuelles, M. Nelson était directeur du groupe des relations et du commerce internationaux du GAO. Il a reçu de nombreux prix et de nombreuses distinctions pour son travail, de même que pour son rôle de mentor auprès d'autres membres du personnel.

Pourquoi l'évaluation par les pairs est-elle importante pour les ISC?

Permettez-moi d'abord d'expliquer comment l'évaluation par les pairs peut aider les ISC à atteindre leurs objectifs. De manière générale, les ISC veulent — et doivent — être crédibles. Elles veulent notamment montrer qu'elles ont les compétences et la capacité permettant d'évaluer de manière fiable la performance des administrations, ainsi que la capacité à déterminer les risques importants. À cet égard, l'évaluation par les pairs peut être très utile, car elle représente une évaluation indépendante de l'état de préparation de l'ISC en question.

Quels sont les avantages de l'évaluation par les pairs?

L'évaluation par les pairs peut procurer des avantages stratégiques sous la forme d'une crédibilité accrue, laquelle peut renforcer l'influence de l'ISC et sa capacité à apporter des changements en termes d'efficacité et d'efficience auprès des administrations. Elle peut également offrir des avantages opérationnels, en aidant à garantir que les systèmes et les processus de l'ISC concordent avec ses buts et objectifs stratégiques, et que les systèmes d'assurance qualité fonctionnent comme prévu.

L'évaluation par les pairs offre aussi une occasion d'apprentissage et d'amélioration continus grâce aux observations faites par les parties externes, lesquelles peuvent porter un regard différent sur les problèmes auxquels l'ISC évaluée est confrontée. De même, les évaluateurs peuvent relever les bonnes pratiques de l'ISC concernée qui pourraient être utiles à leur propre ISC.



Quels sont les principaux défis que pose l'évaluation par les pairs?

L'évaluation par les pairs exige beaucoup de temps et de ressources à la fois de l'ISC évaluée et des évaluateurs. Il s'agit donc d'un investissement et d'un engagement importants, pouvant constituer un défi pour les ISC ayant des ressources financières et humaines limitées. Un autre défi susceptible de se présenter lors de l'évaluation par les pairs est le manque de clarté quant aux objectifs de l'exercice.

En outre, le manque de cohérence dans les politiques, les procédures ou les processus d'audit ou d'assurance qualité qui précèdent une évaluation par les pairs peut compliquer la conduite de cette dernière. Lorsque des modifications ont lieu dans ces domaines, l'ISC évaluée devrait prendre les mesures qui s'imposent pour les signaler, de même que pour cerner les audits visés par ces modifications, afin de faciliter le processus d'évaluation. De plus, le fait de recenser les raisons justifiant les modifications ainsi que les effets escomptés de ces dernières sur la qualité peut aider l'équipe d'évaluation à mieux comprendre les répercussions sur l'évaluation. Une discussion, avec l'équipe de l'évaluation par les pairs, sur les initiatives nouvelles ou prévues qui auront lieu pendant cette évaluation permet d'éviter toute surprise.

Comment assurer une évaluation par les pairs réussie?

Permettez-moi de souligner quelques points :

- La planification, la préparation et la communication sont les clés d'une évaluation par les pairs réussie. Par exemple, l'entité évaluée devrait rassembler des informations et des documents fiables concernant les politiques, les procédures, les systèmes et les audits qui feront partie de la portée de l'évaluation.
- L'accès électronique aux principales politiques et procédures, ainsi qu'aux statistiques et autres informations sur le bureau d'audit, facilite l'évaluation par les pairs. Il peut être très utile d'inclure un index général ou une table des matières pour ces informations, et de les tenir à jour tout au long de l'évaluation.
- Des discussions franches sur les attentes concernant l'évaluation par les pairs permettent à toutes les parties d'avoir une vision commune du processus, des buts et des objectifs de l'évaluation. Une telle communication ouverte est essentielle pour que les avantages de l'évaluation par les pairs soient pleinement exploités et pour éviter les surprises.

- Le fait de définir clairement les expressions, abréviations et pratiques clés — en particulier celles qui sont propres à l'entité d'audit et qui ne sont pas couramment utilisées — facilite la compréhension des évaluateurs. De plus, il peut être utile pour l'entité évaluée de définir les termes ou expressions susceptibles de prêter à confusion en raison de différences de langue, de sens ou d'usage.
- Une approche collaborative pour étudier les modifications à apporter à la conduite de l'évaluation par les pairs en fonction de l'évolution du contexte peut contribuer à garantir que les points de vue et les intérêts de toutes les parties sont pris en compte dans la décision finale.

Selon vous, quel risque est associé à l'évaluation par les pairs?

Très bonne question qui souligne l'importance d'une communication bidirectionnelle entre l'entité évaluée et l'équipe de l'évaluation tout au long de l'évaluation par les pairs et pendant l'élaboration du rapport préliminaire.

Un des principaux défis consiste à s'assurer que l'équipe d'évaluation comprend l'environnement opérationnel de l'ISC évaluée dès le début du processus. Cette compréhension précoce permet à l'équipe d'évaluation d'adapter son travail pour qu'il soit le plus utile et le plus constructif possible, compte tenu du contexte particulier de l'ISC évaluée. Cette question souligne aussi la nécessité d'avoir un bon système de rétroaction et des échanges réguliers entre l'ISC évaluée et l'équipe de l'évaluation.

Qui sont les principales parties prenantes de l'évaluation par les pairs?

Je dirais que l'ISC et son personnel, le Parlement et l'État sont tous concernés par le résultat de l'évaluation par les pairs. Évidemment, les résultats favorables sont une source de fierté pour la direction et le personnel de l'ISC. En outre, les résultats favorables peuvent contribuer à renforcer la crédibilité de l'ISC évaluée auprès du Parlement et de l'État. Comme je le disais précédemment, l'objectif pour l'ISC est d'être reconnue comme une source fiable d'informations et d'analyses sur les performances des administrations.

Souhaitez-vous formuler quelques dernières observations?

L'évaluation par les pairs, comme la qualité, n'est pas une dépense, mais bien un investissement, et ce, à plus d'un égard!

L'ISC DES ÉAU MET EN ŒUVRE UN PROGRAMME DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE AMBITIEUX

Sumaya Abdulla Al Marzooqi, directrice du développement institutionnel et des relations internationales, ISC des ÉAU

Anticipant que la technologie transformerait la manière dont les administrations mènent leurs activités, les autorités des Émirats arabes unis (ÉAU) ont, au cours des 20 dernières années, encouragé activement l'« administration numérique », c'est-à-dire l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour fournir des services publics de manière plus efficace et efficiente.



Cet engagement résolu à tirer parti de la technologie pour améliorer la gouvernance a permis de passer d'une administration basée sur le papier à une administration numérique.

Afin de rester pertinente dans le contexte de l'administration numérique et de mettre à profit les avancées technologiques pour améliorer l'efficacité de son travail, l'institution supérieure de contrôle (ISC) des ÉAU a mis en œuvre son propre programme de transformation numérique, qui reflète ces changements.

Une administration numérique qui ne laisse personne de côté

En 2001, Son Altesse Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, Vice-président et Premier ministre des ÉAU, a mis en place l'administration numérique dans le pays. Depuis, les ÉAU ont enregistré des progrès rapides; à l'échelle mondiale,

ils sont passés de la 53^e place dans l'indice de développement de l'administration en ligne des Nations Unies en 2003 à la 16^e place aujourd'hui.

Les efforts visant à améliorer l'administration numérique du pays se sont accélérés dans le cadre de la *Stratégie 2025 sur l'administration en ligne des ÉAU*, qui s'appuie sur les progrès déjà réalisés. Cette stratégie à huit dimensions présente l'approche pour parvenir à une administration résiliente, conviviale, fondée sur les données, ouverte par défaut et de conception numérique. La stratégie préconise une administration numérique ouverte, inclusive et qui ne laisse personne de côté. Elle accorde une attention particulière aux groupes défavorisés par le fossé numérique, comme les femmes, les enfants et les personnes ayant des besoins particuliers ou un handicap.

Exploiter le potentiel des technologies émergentes

L'État des ÉAU est également conscient du potentiel des technologies émergentes et joue un rôle de premier plan dans leur adoption. Par exemple, l'État s'est engagé à suivre 50 % de ses opérations à l'aide de la chaîne de blocs, qui fournit des informations immédiates et transparentes sur un grand livre public immuable et décentralisé.

De plus, l'État a approuvé la *Stratégie nationale des ÉAU en matière d'intelligence artificielle 2031*. Les ÉAU, possiblement le seul État au monde à avoir créé un *ministère de l'intelligence artificielle*, ont pour ambition de devenir le pays le mieux préparé dans ce domaine. Pour concrétiser cette vision, l'État a fondé l'Université Mohamed Bin Zayed consacrée à l'intelligence artificielle. Cet établissement fournira un soutien essentiel au développement des ressources humaines en vue de la mise en place d'un État assisté par l'intelligence artificielle.

L'État des ÉAU a aussi conçu un ambitieux programme national pour les codeurs, destiné à former et à attirer les meilleurs talents du monde entier en matière de génie logiciel. Lors du lancement du programme, Son Altesse le Premier ministre des ÉAU a déclaré : « L'avenir comprend de nouveaux outils [...]. L'avenir s'exprime dans une langue différente[...]. L'avenir évolue dans un écosystème virtuel [...]. Et nous voulons que les ÉAU soient au cœur de cet avenir. »

Transformation numérique de l'ISC des ÉAU

Pour suivre le rythme de ces changements, l'ISC des ÉAU a lancé un ambitieux programme de transformation numérique environ au même moment où l'État des ÉAU a entrepris de mettre en place une administration numérique. Au moyen d'une stratégie à plusieurs volets, l'ISC est progressivement passée d'un environnement basé sur le papier à un environnement axé sur la technologie.

Pour commencer, l'ISC des ÉAU a concentré ses efforts sur le développement et l'acquisition de ressources humaines non seulement compétentes dans le domaine de la technologie, mais aussi familières avec les audits axés sur les données. L'ISC a d'abord eu recours à l'analyse des données sur tableur.

Toutefois, compte tenu de l'augmentation du volume et de la diversité des données, elle a adopté un logiciel analytique d'audit spécialisé. Ce changement a élargi la portée des audits de l'ISC et a permis d'accroître la complexité des analyses.

La vitesse d'adoption de la technologie par l'État a poussé l'ISC des ÉAU à également faire preuve d'innovation dans ses travaux d'audit. Il y a environ quatre ans, l'ISC des ÉAU a déterminé qu'elle devait mettre en place un entrepôt de données unique pour mieux analyser les données grâce à des procédures descendantes et transversales. L'ISC a commencé à importer dans son entrepôt des données de différentes sources et à exécuter des procédures analytiques pour repérer les opérations inhabituelles. Cette innovation a permis aux auditeurs sur place de se concentrer sur la vérification des opérations à haut risque, libérant ainsi du temps pour les travaux ayant une plus grande incidence.

L'ISC des ÉAU s'est aussi rendu compte que l'automatisation robotisée des processus (outils logiciels qui automatisent en partie ou en totalité les tâches manuelles fondées sur des règles et répétitives) contribuerait à résoudre les problèmes posés par les mégadonnées. L'équipe d'audit des systèmes d'information de l'ISC, en coopération avec l'équipe d'audit des états financiers, a déterminé les procédures d'audit les plus importantes et les plus fréquemment utilisées et les a intégrées dans une plateforme analytique, où elles sont exécutées automatiquement sur l'ensemble des données de l'État.

En outre, l'ISC des ÉAU a adopté la plateforme UiPath, dans laquelle des robots logiciels extraient des données de source gouvernementale et les importent dans l'entrepôt de l'ISC. L'ISC effectue cette extraction chaque trimestre. Elle prévoit toutefois d'en augmenter la fréquence afin d'obtenir des résultats d'analyse plus opportuns. L'ISC a pour objectif ultime de réaliser des audits en temps réel. Elle étudie actuellement la meilleure façon d'y parvenir.

L'ISC des ÉAU est consciente que, dans un avenir proche, elle pourrait être amenée à auditer des systèmes reposant sur l'intelligence artificielle et des grands livres basés sur la chaîne de blocs. C'est

pourquoi elle suit de près les avancées dans ces domaines. L'ISC cherche également à réaliser des gains d'efficacité en intégrant l'apprentissage machine (soit l'utilisation de données et d'algorithmes pour reproduire la façon dont les humains apprennent) et d'autres technologies d'intelligence artificielle dans ses méthodes d'audit.

Demeurer pertinent dans un environnement changeant

La technologie continuera à façonner et à remodeler les méthodes employées par l'ISC des ÉAU et les autres organismes de surveillance. Alors que le passage à l'administration numérique et l'adoption des technologies émergentes s'accélèrent, seules une approche proactive et une attitude réceptive à ces changements permettront à l'ISC de conserver sa pertinence.

« Alors que le passage à l'administration numérique et l'adoption des technologies émergentes s'accélèrent, seules une approche proactive et une attitude réceptive à ces changements permettront à l'ISC de conserver sa pertinence. »



REVUE INTERNATIONALE

— DE LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS —

